

PRÉSENTATION

Paradoxes. L'Internationale socialiste est connue, mais sa réalité est souvent ignorée. Son existence suscite la sympathie, mais son utilité soulève des interrogations. Son histoire réveille les mémoires, mais son activité ne rencontre, notamment en France, que peu d'écho. Son origine est largement européenne, mais son implantation est désormais universelle. Ses moyens sont faibles, mais elle est la première organisation politique du monde.

Aujourd'hui, seule une poignée de spécialistes connaît réellement l'Internationale socialiste: quelques politiques participent à ses activités: les leaders ou les secrétaires internationaux ; quelques universitaires ont étudié son fonctionnement.

Nous avons souhaité dépasser ces paradoxes et aller au-delà du cercle des initiés. Tel est l'objet de ce numéro deux des Notes de la Fondation Jean-Jaurès : essayer de comprendre ce qu'est l'IS, à travers son histoire, la plus ancienne et la plus contemporaine ; tenter d'expliquer à quoi elle sert et comment elle fonctionne ; s'interroger sur son avenir et les défis qu'elle doit affronter.

Aucun moment ne pouvait mieux s'y prêter qu'aujourd'hui, à l'ouverture du XX^{ème} congrès de l'Internationale socialiste, qui se tiendra à New-York, au siège des Nations-Unies, les 9, 10 et 11 septembre prochain.

Nul ne pouvait mieux le faire que Pierre Mauroy, qui préside l'Internationale socialiste depuis 1992.

Pierre Mauroy

Voyage au cœur de l'Internationale socialiste (1922-1996)

***J**e vous invite à me suivre pour un “voyage au cœur de l'Internationale socialiste”, qui est une manière de vous rendre compte de l'action et de l'évolution de l'Internationale socialiste, pendant mon mandat de président, entre 1992 et 1996.*

***M**ais, d'abord, je tiens à exprimer notre gratitude, et la mienne tout particulièrement, à Willy Brandt et à rappeler son souvenir auquel nous restons tous fidèles.*

Pierre Mauroy.

L'auteur

Pierre Mauroy. Ancien Premier ministre (1981-1984). Maire de Lille depuis 1973. Président de la Communauté urbaine de Lille depuis 1989. Sénateur du Nord, Président de la Fondation Jean-Jaurès et Président de l'Internationale socialiste depuis 1992.

Première partie : 1992

La vie politique a ceci d'exaltant qu'elle connaît rarement de temps mort. Il est même des semaines un peu folles où les événements s'enchaînent et les destins se nouent. Ainsi en fut-il pour moi en ce premier trimestre de l'année 1992 où je quitte mes fonctions de premier secrétaire du parti socialiste français pour accepter, en mars, d'être candidat à la présidence de l'Internationale socialiste.

PEUT-ON SUCCÉDER À WILLY BRANDT ?

11 mars 1992. Willy Brandt m'invite à Bonn. Il m'annonce son intention de ne pas se représenter à la tête de l'Internationale socialiste et aspire, me dit-il, à "profiter encore de la vie" pour le temps qu'il lui reste à vivre et qu'il sait compté. Il me propose de lui succéder et m'informe de l'accord de tous les grands leaders de l'Internationale qu'il a déjà consultés. Sans être totalement surpris, je suis sincèrement heureux de présider l'Internationale et, qui plus est, de succéder à Willy Brandt pour qui j'éprouve amitié et admiration. Pas seulement parce qu'il est un grand homme d'Etat, un grand socialiste, un grand humaniste. Mais par ce qu'il incarne à travers une carrière - ou, plutôt, une vie - exemplaire ⁽¹⁾.

Car Willy Brandt, dès l'âge de vingt ans, a été l'homme du refus du nazisme, s'exilant en Scandinavie pour mieux le combattre. Un refus qui permit, une fois la paix revenue, que l'on ne puisse jamais assimiler le peuple allemand et les dirigeants nazis. Un refus qui prendra la forme, bien des années plus tard, d'un geste symbolique qui marquera le monde : devenu chancelier, il s'agenouille devant le monument du ghetto de Varsovie, accomplissant, comme il l'écrivit plus tard dans ses *Mémoires*, "ce que font les hommes lorsque les mots leur manquent".

L'admiration que j'éprouve pour Willy Brandt tient aussi au fait qu'il est de ces rares hommes politiques capables de porter leur regard au-delà de l'horizon d'une époque et de penser que le possible peut être au-delà du prévisible. C'est ainsi que Willy Brandt a été également un

homme de défis. Il n'acceptera jamais la thèse de la permanence de l'ordre du partage de l'Europe. Il refusera toujours la coupure de l'Allemagne en deux et l'existence du mur, qui transformait Berlin, cette ville dont il fut le Bourgmestre, en symbole d'une histoire absurde. Cette politique à l'est - la fameuse "Ostpolitik" - lui vaudra le prix Nobel de la paix. Elle restera le défiréfléchi d'un grand homme d'Etat. La fermeté, employée seule, n'aurait abouti qu'à une dangereuse surenchère de la guerre froide. A l'inverse, le dialogue, employé seul, aurait été perçu comme une signe de faiblesse. L'Ostpolitik saura allier fermeté sans provocation et dialogue sans concession. Personne, après lui, n'y renoncera. Elle aura apporté sa part à la chute du communisme en Europe.

C'est cette notoriété, ce prestige et cette inspiration que Willy Brandt a apportés à l'Internationale socialiste pendant seize ans. En 1976, les socialistes avaient la cruelle impression de subir une longue attente : la guerre froide faisait rage ; le communisme semblait représenter l'aspiration des peuples nés de la décolonisation ; la crise économique et sociale se propageait dans les pays industrialisés ; et, bien sûr, l'Internationale socialiste, centrée sur l'Europe, souffrait de cette situation. C'est alors que Willy Brandt a tracé une ambitieuse perspective - universaliser l'audience de cette organisation - en s'appuyant sur un rapport traitant des relations Nord-Sud, dont l'originalité et la puissance firent le succès partout dans le monde.

Il est impossible de remplacer Willy Brandt, et déjà bien difficile de lui succéder. Mais la tâche est exaltante ! C'est au congrès de Berlin que cette nouvelle aventure a commencé.

BERLIN, LE CONGRÈS DES SYMBOLES

Ce devait être le congrès de Willy Brandt. Et ce fut un congrès sans Willy Brandt : déjà, la maladie avait commencé d'imposer sa terrible loi. Mais, lors de ce congrès si symbolique, Willy Brandt fut malgré tout parmi nous.

Willy Brandt est de ces rares hommes politiques capables de penser que le possible peut être au-delà du prévisible.

(1) **Brandt.**

A lire : *Mémoires*, Albin Michel, 1990 et, avec Olof Palme et Bruno Kreisky, *La social-démocratie et l'avenir*, Gallimard, 1976.

PCI-PDS. Dès les années 70, le PCI est le parti communiste le plus indépendant de Moscou, avec Enrico Berlinguer comme secrétaire général. Après la rupture avec Moscou de 1982, le PCI entame sa mue qui aboutit en 1991 à la transformation de sa dénomination en PDS (Partito Della Sinistra). Le PDS a été admis à l'Internationale socialiste au congrès de Berlin, en 1992. Il a notamment présidé le comité Europe de l'est, avec Piero Fassino, et accueilli la conférence des villes à Bologne. Aujourd'hui, le PDS est le pivot de la coalition de l'Olivier qui a remporté les élections législatives d'avril 96. A lire : Marc Lazar, *Maisons rouges, les partis communistes français et italien de la Libération à nos jours*, Paris, Aubier, 1992.

Le premier symbole, en effet, a été celui du lieu même du congrès : Berlin réunifié.

Le deuxième symbole a été celui des orateurs : Itzhak Rabin, Premier ministre israélien, qui s'exprime dans l'ancien Reichstag et qui, au tout début du processus de paix, nous demande "de lui laisser du temps"... Puis Mikhaïl Gorbatchev, l'homme qui a enclenché une dynamique de démocratisation dans toute

l'Europe centrale et orientale, l'ancien secrétaire général du PCUS, qui vient s'exprimer devant l'Internationale socialiste...

Le troisième symbole a été celui de l'adhésion à notre Internationale, pour la première fois, de deux anciens partis communistes, dont la plus significative fut celle du PDS italien, l'ancien PCI que son évolution depuis 1978 avait transformé en réel parti social-démocrate.

Le quatrième symbole a été la succession d'un Français à un Allemand, voulue comme telle par Willy Brandt.

LÀ ENCORE, HÉRITIERS DE L'AVENIR®).

Je mesure l'honneur de devenir le premier Français à diriger l'Internationale socialiste, première organisation politique du monde. Si l'on s'en tient à la seule dénomination, l'Internationale socialiste est née à Francfort en 1951. Si l'on s'attache à la réalité, l'internationalisme ouvrier plonge ses racines bien plus loin. Cette histoire, souvent méconnue, passionnante en elle-même, est aussi instructive, encore aujourd'hui, et mérite de ce fait quelques rappels rapides et quelques analyses cursives⁽³⁾.

La Première Internationale, l'Association Internationale des Travailleurs, est née pour une petite part du hasard et pour une large part de la nécessité. Le hasard, c'est la rencontre de délégations ouvrières

anglaises et françaises lors de l'exposition universelle à Londres, en 1862. La nécessité provient d'une situation où se cumulent dureté extrême des conditions de travail, absence d'encadrement légal, répression à l'encontre des syndicats, bref, où dominent un rapport de force inégal et une situation intolérable. Marx, pourtant sceptique au départ, a laissé son empreinte sur la Première Internationale. Il en a symbolisé l'existence, rédigé l'adresse inaugurale et pensé l'organisation à travers des statuts centralisateurs (congrès annuels, directives politiques...). Surtout, c'est par rapport à lui que se sont dessinés les principaux conflits qui, parce qu'ils portent sur les *finalités* mêmes de l'organisation, expliquent sa durée de vie éphémère : conflit avec Proudhon⁽⁴⁾ sur la lutte des classes et la révolution ; conflit avec Bakounine⁽⁵⁾ sur l'autonomie des partis. Si l'on ajoute à ces conflits idéologiques la guerre de 1870 et, davantage encore, la répression qui s'abat sur les partis ouvriers, notamment après la Commune, en France mais aussi en Allemagne ou en Autriche, on comprend pourquoi la Première Internationale ne survit que douze ans.

La Seconde Internationale est celle dont nous sommes les héritiers - le fait que le congrès de New-York, en septembre 1996, soit notre XX^{ème} congrès en étant la plus éclairante confirmation. Elle mêle, cette fois, une part de symbole et une volonté d'action. Le symbole, c'est sa création à l'occasion du centenaire de la révolution française, en 1889. L'action, c'est l'adoption du mot d'ordre de la journée de huit heures, porté dans le monde entier par les grèves du premier mai. au-delà, cette Seconde Internationale marque une double évolution par rapport à la Première Internationale : d'une part, elle ne se conçoit plus comme un véritable parti mondial mais seulement comme un cadre de débats et de rencontres ; d'autre part, elle affirme sa volonté de dépasser l'espace européen pour tisser des liens avec d'autres continents, ou, à tout le moins, avec d'autres pays. Mais elle va connaître des divisions fortes - conflit stratégique sur la question de la participation gouvernementale de Millerand, conflit idéologique avec les thèses de Bernstein...⁽⁶⁾ - pour finalement échouer, comme sa devancière, à l'occasion de la première guerre mondiale. Le débat, en ap-

(2) HÉRITIERS DE L'AVENIR.

Référence au titre d'un livre de Pierre Mauroy, édition Stock, 1977.

(3) Bibliographie:

sur la I^{ère} Internationale, la II^{ème} Internationale, "l'Internationale deux et demie" et sur l'IOS : lire Julius Braunthal *History of the International Word Socialism*.

(4) **Proudhon** (Pierre-Joseph), 1809-1865. Ecrivain, journaliste, député sous la II^{ème} République. A popularisé la formule "la propriété, c'est le vol".

(5) **Bakounine** (Michel), 1814-1876. Anarchiste russe, principal opposant à Marx dans la I^{ère} Internationale. Théoricien du socialisme libertaire.

(6) **Bibliographie.** Les débats sur le révisionnisme de Bernstein et la participation de Millerand sont bien résumés dans l'ouvrage de Alain Bergounioux et Gérard Grunberg, *L'utopie à l'épreuve, le socialisme européen au XX^{ème} siècle*, de Fallois, 1996, p.80 et 86.

(7) **Hervé** (Gustave), 1871-1944. Fondateur en 1906 d'un journal appelé *La guerre sociale*. Chantre de l'antimilitarisme, change radicalement d'orientation à la veille de la guerre de 1914, devient un vigoureux partisan de l'Union sacrée, transforme son journal en 1916 qui prend pour titre *La victoire*. Exclu de la SFIO la même année, il vire vers l'extrême-droite et est l'un des premiers à appeler Pétain dans les années 30.

(8) **Bebel** (Auguste), 1840-1913. Fondateur avec Liebknecht du SDAP, parti ouvrier socialiste allemand, en 1869. Participe à la fondation du SPD en 1875 dont il est co-président jusqu'à sa mort.

parente tout du moins, concerne avant tout la tactique : face à la montée des nationalismes et dans l'hypothèse de la guerre, faut-il, comme Hervé⁽⁷⁾, adopter un antimilitarisme virulent ? faut-il, comme Jaurès, préconiser la grève générale dans tous les pays ? faut-il, comme Bebel⁽⁸⁾, laisser la liberté à chaque parti ? Comme on le sait, aucune position commune ne put être adoptée.

Un congrès fut convoqué pour le 9 août 1914. Jaurès fut assassiné le 31 juillet. Et, peu après, les députés socialistes allemands et français votaient les crédits militaires.

Si la période de l'entre-deux-guerres n'a sans doute pas été la plus riche, elle n'en demeure pas moins elle aussi instructive. Elle témoigne du poids du schisme communiste - et de la création de la Troisième Internationale - qui explique l'échec d'une tentative de voie médiane symbolisée par ce regroupement créé en 1919 et connu sous le nom d'*Internationale "deux et demie"*. Elle souligne aussi, malheureusement, les limites de l'*Internationale Ouvrière Socialiste* (IOS) qui n'a pas réussi à endiguer la montée du fascisme.

De cette histoire mouvementée, je crois qu'il est possible de tirer deux grandes leçons.

La première leçon, c'est que l'internationalisme ouvrier a été utile et que ce n'est pas un hasard si, d'une manière ou d'une autre, une organisation internationale a fonctionné pendant cent ans depuis 1864. Par sa dimension symbolique, par ses mots d'ordre, par sa simple existence, il y a eu là un levier puissant dans la lutte pour la dignité des travailleurs dans le monde.

La seconde leçon, c'est que, au-delà de différences profondes entre l'AIT, la Seconde internationale et l'IOS, c'est autour des trois mêmes couples que se sont structurées les tensions que toutes ces organisations ont dû affronter de manière récurrente. Tension, en premier lieu, entre la vocation internationaliste et les intérêts nationaux des partis, qui perdurent et pèsent souvent d'un poids décisif. Tension, en deuxième lieu, entre la nécessité d'organisation - et donc de centralisation - et la volonté d'indépendance. Tension, en dernier lieu, entre l'objectif de large rassemblement - géographique ou politique - et l'impératif de

cohérence, de cohésion et d'unité. Ces tensions, bien évidemment, doivent être encore aujourd'hui présentes à l'esprit de quiconque veut essayer de comprendre ce qu'est l'Internationale socialiste.

Refondée en 1951 à Francfort, l'*Internationale socialiste* a, pendant un quart de siècle, essentiellement regroupé des partis européens⁽⁹⁾.

Mais elle a joué un rôle utile dans le monde entier, par sa double opposition au communisme et au capitalisme, par son combat pour la décolonisation, par son soutien aux partis espagnol, grec ou portugais en exil, par une présence politique en Amérique latine et, contrairement à ce que l'on dit souvent, en Asie. Après les seize années de mandat de Willy Brandt, je deviens président d'une l'Internationale socialiste qui a beaucoup changé. Le mouvement européen est devenu une vraie organisation internationale : *cent onze organisations en sont membres en 1992*. Le mouvement éphémère, toujours éphémère, s'est enraciné. Le mouvement divisé est aujourd'hui largement uni autour d'une méthode souple et d'une nouvelle déclaration de principes adoptée en 1989 au congrès de Stockholm.

La priorité de mon mandat est aussi simple à définir que complexe à réaliser : assurer la présence de l'IS dans tous les pays qui venaient de sortir de la dictature ou du totalitarisme pour y enraciner la démocratie et le socialisme.

L'Europe centrale et orientale constitue de ce point de vue un objectif politique majeur... mais difficile. Le retour de balancier est allé, là vers le nationalisme, ici vers l'ultra-libéralisme, partout vers la droite; et il semble alors presque impossible de rassembler tous ceux qui se reconnaissent dans nos valeurs mais qui se sont longtemps combattus.

Nous craignons tous que la social-démocratie soit contrainte d'engager une "longue marche". A l'évidence, les résultats ont été bien au-delà de nos espérances dans ce domaine comme dans beaucoup d'autres.

(9) **Bibliographie.** Sur l'IS et le socialisme international, on pourra se rapporter à l'ouvrage de référence de Guillaume Devin, *L'Internationale socialiste*, Presses de la FNSP, 1993 ; à *L'Internationale socialiste*, sous la direction de Hugues Portelli, Les éditions ouvrières, 1983 ; à *La social-démocratie de 1945 à nos jours*, Gerassimos Moschonas, Montchrestien, 1994 ; ainsi qu'à deux excellents ouvrages récemment parus : *L'utopie à l'épreuve, le socialisme européen au XX^{ème} siècle*, Alain Bergounioux et Gérard Grunberg, de Fallois, 1996 et *La Gauche en Europe depuis 1945, invariants et mutations du socialisme européen*, sous la direction de Marc Lazar, PUF, 1996.

La priorité de mon mandat est aussi simple à définir que complexe à réaliser : assurer la présence de l'IS dans tous les pays qui venaient de sortir de la dictature ou du totalitarisme pour y enraciner la démocratie et le socialisme.

Deuxième partie :1992- 1996

La présidence de l'Internationale socialiste constitue, pour un Français notamment, un véritable défi, en raison d'un double paradoxe. D'une part, beaucoup considèrent la mondialisation de l'économie, de la finance, du commerce ou de la culture comme le dernier signe de la modernité et beaucoup - souvent les mêmes d'ailleurs - ressentent l'internationalisme politique comme le dernier avatar d'un passé à jamais révolu. J'ai, pour ma part, la conviction que c'est précisément dans ce monde-là que la légitimité de l'Internationale socialiste est la plus forte et la plus incontestable. Le second paradoxe veut que, partout dans le monde, l'Internationale socialiste est une organisation dont on parle, dont on étudie le fonctionnement, dont on mesure le poids mais qu'en France on ignore ou on minore. En définitive, ces paradoxes sont intimement liés et s'expliquent par deux travers français : un tropisme national qui relègue à l'arrière-plan les événements internationaux ; une soif d'absolu qui fait tenir pour négligeable une organisation condamnée à une alternative sans fondement : disparaître ou devenir un parti mondial ; bref, n'être rien à défaut de ne pouvoir être tout.

La difficulté était encore renforcée par cette antienne répétée par tant d'analystes qui croyaient pouvoir annoncer l'acte de décès du socialisme et en cherchaient avec constance les signes annonciateurs. L'exercice en devenait presque cocasse si l'on essaie d'analyser objectivement - même d'un rapide survol - l'évolution de la situation électorale du socialisme international durant ces quatre années. Sans doute a-t-on connu

des désillusions, que ce soit, pour ne prendre que quelques exemples, en France, en Espagne, en Australie - dans ces trois pays, après un long exercice du pouvoir - au Canada, en Israël ou, très récemment, à

Beaucoup considèrent la mondialisation de l'économie comme le dernier signe de la modernité et beaucoup - souvent les mêmes d'ailleurs - ressentent l'internationalisme politique comme le dernier avatar d'un passé à jamais révolu.

Saint-Domingue et en Equateur. Il n'empêche ! Sans même évoquer les pays où nous avons conservé le pouvoir, ces quatre années ont aussi été marquées par de très nombreuses et très significatives victoires.

En Europe ? Dans l'Union européenne : victoires en Finlande, en Irlande, en Grèce, au Danemark, en Suède, au Portugal, en Italie, si bien que les sociaux-démocrates dirigent le gouvernement ou y participent dans onze des quinze pays membres. Dans les pays d'Europe centrale et orientale : nous l'avons emporté en Macédoine, en Hongrie ou en Pologne et avons réalisé des scores très prometteurs en Roumanie ou en République Tchèque. En Afrique ? Alors que nous ne gouvernions il y a peu que le Sénégal, nous l'avons emporté au Mali et des forces qui se rapprochent de l'IS dirigent le Mozambique, l'Angola et, bien sûr, l'Afrique du sud. En Asie ? Dans ce continent où l'IS n'était quasiment pas implantée il y a peu de temps encore, les sociaux-démocrates ont là aussi conquis ou reconquis le pouvoir dans des pays aussi importants et influents que le Japon, le Pakistan et, très récemment, l'Inde où le parti du Premier ministre a demandé son adhésion à l'Internationale socialiste. En Amérique latine et aux Caraïbes ? A la suite de nos amis chiliens, qui continuent de participer au gouvernement, les sociaux-démocrates l'ont emporté successivement en Jamaïque, aux Barbades, au Costa Rica et à Saint Kitt et Nevis.

C'est avec plaisir que l'Internationale a salué ces victoires, dont la simple énumération est impressionnante à la fois quantitativement et qualitativement. Mais elle ne saurait bien entendu se limiter à enregistrer succès et défaites dans une vision comptable de son rôle : l'IS est par essence une organisation politique. Sa spécificité, sa singularité, nécessitent d'expliquer à quoi elle sert (-I-) et comment elle fonctionne (-II-).

I - A QUOI SERT L'INTERNATIONALE SOCIALISTE ?

Si l'on veut comprendre à quoi sert l'Internationale socialiste, il faut se garder de deux visions aussi opposées qu'également erronées. La première, nostalgique des ambitions du dix-neuvième siècle, assimile l'Internationale socialiste à une structure pyramidale dont la fonc-

On attribue classiquement à un parti trois fonctions. Chacune peut être repérée au sein de l'IS : l'élaboration de programmes s'est transformée en forum de débats ; la sélection des hommes en sélection des partis membres ; la formation d'une identité en production de symboles.

réellement, on l'a vu, à ce qu'étaient les différentes Internationales et pas du tout à ce que prétend être ou aspire à devenir l'Internationale socialiste. La seconde ne permet pas de comprendre pourquoi l'Internationale existe et, mieux encore, pourquoi les demandes d'adhésion se multiplient.

Bref, autant celle-là péchait par excès, autant celle-ci pêche par défaut. Et l'une comme l'autre négligent en définitive le fait que l'Internationale socialiste mêle, par sa nature même, trois caractéristiques : un cadre géographique ; une dimension idéologique ; une vocation politique.

C'est une organisation dont on peut dire, schématiquement, qu'elle relève à la fois de l'Organisation des Nations-Unies - dont elle partage la présence quasi universelle - et d'un parti socialiste national - dont elle partage les valeurs -. Mais, en même temps, elle n'est ni l'une ni l'autre : elle est davantage unie que ne peut l'être l'ONU qui rassemble des Etats et non des partis ; elle est moins centralisée qu'un parti car chacun de ses membres défend des idées et représente une nation.

S'agissant de ses pouvoirs, l'IS est donc moins qu'un vrai parti politique mais davantage qu'une simple organisation internationale.

Mais s'agissant de ses fonctions, l'IS peut facilement être comparée à un parti politique. En effet, on attribue classiquement à un parti politique trois fonctions : l'élaboration de programmes ; la sélection des hommes ; la formation d'une identité. Bien évidemment adaptée, chacune de ces fonctions peut être repérée au sein de l'Internationale socialiste : l'élaboration de programmes s'est transformée en forum de

tion serait d'imposer ses directives à ses partis membres. La seconde, à l'inverse, limite l'Internationale socialiste à un "club" fermé où se rencontreraient épisodiquement les principaux leaders sociaux-démocrates du monde.

La première ne correspond pas

débats ; la sélection des hommes s'est transformée en sélection des partis membres ; la formation d'une identité s'est transformée en production de symboles.

1) Défendre des valeurs.

L'Internationale socialiste doit trouver un équilibre entre le temps long de la réflexion et le temps court de l'actualité. Elle ne doit négliger ni l'un ni l'autre, sauf à courir le risque de porter une idéologie sans point d'appui ou, à l'inverse, de pratiquer un pragmatisme sans principe.

Dès qu'un événement le nécessite - c'est-à-dire plusieurs fois par semaine -, des communiqués sont adoptés. Tous les six mois, par les discours prononcés à la tribune ou par les résolutions adoptées lors des Conseils internationaux, des analyses sont avancées et des propositions formulées.

L'originalité des débats ouverts à l'Internationale socialiste tient en une idée simple : les mêmes problèmes sont abordés mais par un prisme différent dans la mesure où chacun essaie d'intégrer sa situation particulière dans une problématique où l'intérêt général change d'échelle.

Parce qu'ils sont constitutifs de notre identité, trois grands thèmes dominant évidemment nos débats : la démocratie, le développement, la paix. Ils sont traités avec le souci de montrer toujours comment ces objectifs s'articulent, pourquoi ils doivent sans cesse s'adapter et autour de quelles propositions concrètes ils peuvent s'incarner.

Pour la démocratie, pour la démocratie partout et pour tous.

Le premier des combats de l'IS est celui pour la démocratie. C'est à la fois un objectif en lui-même, une condition du développement et une garantie pour la paix.

Les débats tranchés par l'histoire. Les premiers socialistes, de Fourier à Owen, de Saint-Simon à Weitling, partageaient tous une même conviction que Karl Marx n'a que reprise et théorisée : oui à la

démocratie totale ; non à la démocratie libérale. Ou, pour être plus précis encore : oui à la démocratie réelle ; non à la démocratie formelle. Oui à la démocratie prolétarienne ; non à la démocratie bourgeoise. Oui à la démocratie directe ; non à la démocratie représentative. Tel a été le fonds commun du mouvement socialiste naissant même si, peu à peu, les règles du jeu parlementaire ont été acceptées et si, avec la révolution d'octobre 1917, les lignes de clivage se sont dessinées. D'un côté, ceux pour qui la révolution et la dictature du prolétariat constituaient le préalable obligé à l'édification d'une démocratie authentique. D'un autre côté, ceux pour qui, par un long travail de réformes, il fallait donner progressivement davantage de contenu, de substance, de réalité aux droits et libertés proclamés ; ceux pour qui la conquête des droits économiques et sociaux venait étayer et conforter celle des droits politiques et juridiques. Entre ces deux conceptions, l'histoire a tranché. Les antinomies que j'évoquais sont apparues de plus en plus artificielles. La revendication d'une démocratie d'abord symbolisée par la tenue d'élections libres et pluralistes s'est étendue. Et sur bien des continents, fait majeur de ces dernières années, la démocratie s'est imposée, faisant apparaître de nouveaux enjeux.

Les nouveaux enjeux. Paradoxalement, cette démocratie apparemment triomphante a encore besoin d'être défendue *sur le plan idéologique*, certains conservateurs continuant d'expliquer que, en raison des différences de développement, ou en raison des différences culturelles, la démocratie ne pourrait s'implanter partout. Il faudrait, disent-ils, accepter un fonctionnement autoritaire pour réussir à marche forcée le développement. A l'évidence, ces théories-là ne recueillent plus l'écho qu'elles ont pu susciter il y a une décennie ou deux. Mais nombre de dictateurs des pays pauvres l'utilisent encore et érigent en contre-exemple certains pays du sud-est asiatique ou même la Chine. A nous d'expliquer que la démocratie est de plus en plus une cause et non une conséquence du développement. A nous de montrer qu'elle libère les énergies, les forces créatrices, qu'elle favorise l'imagination, les échanges et l'innovation indispensables au développement économique.

A nous de convaincre que l'aide au développement sera de plus en plus conditionnée à la volonté réelle d'avancer sur la voie de la démocratie. au-delà de ce combat idéologique, il y a *un combat politique* à mener : il y a encore des centaines de millions de femmes et d'hommes qui subissent la dictature. Le rôle de l'IS est d'exercer une pression internationale afin de contribuer, à une échéance rapide, à la chute de toutes les dictatures. Il y a enfin *un combat pratique* : les pays qui ont accédé ces dernières années à la démocratie ont besoin d'une assistance, notamment pour irriguer la citoyenneté et organiser les élections : l'IS, directement, ou par l'intermédiaire de ses partis membres, ou encore de ses fondations politiques, y contribue régulièrement et devra continuer à le faire.

La démocratie est de plus en plus une cause et non une conséquence du développement.

Pour le développement, pour le développement durable.

Le second des grands combats de l'IS durant ces quatre années a été celui du développement. Malheureusement, la problématique ne s'est pas réellement modifiée depuis plusieurs décennies. On peut en tirer la conclusion que tout cela peut encore durer longtemps. Mais la réalité s'est aggravée et je suis plus convaincu que jamais de l'urgence, de l'extrême urgence, qu'il y a à donner un nouveau cours à la marche du monde. Les réalités décrites par nos camarades africains ou latino-américains, par exemple, ne font que renforcer cette conviction.

Le constat. De l'IS, en effet, on prend peut-être mieux conscience encore du fait que, en l'espace de quelques années, c'est véritablement *un nouveau monde* qui s'est dessiné devant nous. Un monde dans lequel la mobilité du capital est totale, sans coût, sans délai, sans contrôle : il s'échange désormais chaque jour sur les marchés financiers mondiaux quasiment ce qu'un pays comme la France produit de biens et de richesses en une année ! Un monde dans lequel les échanges de produits se sont considérablement libéralisés et ont augmenté beaucoup

La fortune des trois cent cinquante huit personnes les plus riches du monde est aujourd'hui supérieure au revenu annuel des 45% des habitants les plus pauvres, c'est-à-dire 2,6 milliards de personnes.

plus rapidement que les productions nationales. Un monde dans lequel le poids des entreprises trans-nationales, considérant le monde comme un marché global, s'accroît

sans cesse, supplantant même parfois celui des Etats. Un monde enfin dans lequel de plus en plus de pays jouent un rôle actif, soit parce que leur économie se développe, comme en Asie, soit parce que la démocratie a triomphé, comme en Europe de l'est. Tous ces phénomènes se résument en un seul mot : la mondialisation. Cette mondialisation pourrait être porteuse d'espoir et de progrès. Mais elle est aujourd'hui synonyme de craintes, de risques et d'inégalités, et trop souvent à juste titre. Car les inégalités se sont encore dangereusement accrues et un récent rapport du Programme des Nations-Unies pour le développement ne fait que le confirmer tragiquement : sur ces trente dernières années, la part des 20% des habitants les plus riches du monde est passée de 70% à 85% du total ; plus parlant encore, la fortune des trois cent cinquante huit personnes les plus riches du monde est aujourd'hui supérieure au revenu annuel des 45% des habitants les plus pauvres, c'est-à-dire 2,6 milliards de personnes⁽¹⁰⁾.

A l'intérieur même des pays riches, les inégalités se sont également creusées et l'exemple des Etats-Unis est de ce point de vue édifiant : augmentation du nombre de pauvres - et même apparition de ce qu'on a appelé les "travailleurs pauvres" dont le salaire ne permet pas de dépasser le seuil de pauvreté -, diminution importante des revenus de la classe moyenne, triplement du nombre de millionnaires en dollars. Au cœur de ces inégalités, partout, dans les pays riches comme dans les pays pauvres, se trouve une réalité insupportable : le chômage, qui touche maintenant 20 millions de salariés dans l'Union européenne, 35 millions dans l'OCDE et sans doute 800 millions sur l'ensemble de la planète. Le chômage dont la progression, mais surtout la *diffusion*- géographique, catégorielle, psychologique - constitue la nouveauté. Cette réalité n'est pas un état de fait subi par chacun et voulu par personne.

Elle repose sur une stratégie, parfois assumée, souvent implicite mais s'appuyant toujours sur une idéologie, sur des choix, sur une logique. Et ce sont eux qu'il faut mettre en lumière.

Une stratégie. L'énoncé de la chronologie est parfois la meilleure des pédagogies. 1971 : abandon unilatéral par les Etats-Unis de la convertibilité du dollar par rapport à l'or. 1979 : victoire électorale et idéologique de la "révolution conservatrice" avec M. Reagan et Mme Thatcher. 1987 : krach boursier, amplifié par les marchés eux-mêmes. 1992 : crise du SME. 1994 : crise du peso au Mexique. 1995 : importants mouvements sociaux en France. 1996 : chute de la bourse de New-York après l'annonce d'une nouvelle baisse du chômage. De cette succession de dates et de faits, je tire deux conclusions. La première : l'injustice du système perdure ; sa brutalité s'accroît ; son acceptabilité diminue. La deuxième : c'est le refus de toute politique de coopération, de tout mécanisme de régulation qui est au cœur de ce système, en explique les logiques et les dérives. On privilégie une logique de parts de marché quand il existe un potentiel de croissance dans le monde aussi important qu'inexploité. On privilégie le court terme par rapport au long terme. On privilégie une logique financière dans laquelle satisfaire les actionnaires et prévenir les OPA constituent les seuls axiomes et la présentation des comptes trimestriels le seul horizon. La question posée aux sociaux-démocrates du monde entier est de définir et d'imposer une stratégie alternative qui ne constitue pas un retour en arrière car nous ne sommes opposés ni au progrès technique, ni à la mondialisation. En définitive, le véritable enjeu est de savoir comment, et au service de qui cette mondialisation se met en place et la véritable alternative est de savoir si l'alignement se fera par le bas ou par le haut ; par la dérégulation sauvage ou par de nouvelles régulations ; par la loi de la jungle ou par des lois communes.

Mais, dès lors que l'on entre davantage dans les détails, le débat devient plus complexe, comme la

C'est le refus de toute politique de coopération, de tout mécanisme de régulation qui est au cœur de ce système, en explique les logiques et les dérives.

(10) PNUD. rapport annuel sur le développement humain, juillet 1996, Programme des Nations-Unies pour le développement.

négociation du GATT l'a illustré. Par tradition, beaucoup de partis sociaux-démocrates des pays développés sont partisans du libre-échange. Par nécessité, beaucoup de partis sociaux-démocrates des pays en développement voient dans le développement de leur commerce extérieur la solution - ou, en tout cas, l'une des solutions - à leurs problèmes. Tous, nous récusons le libre-échangisme naïf : nous ne croyons pas à la fable du renard "libre" dans le poulailler "libre". Tous, nous savons que le développement du commerce international a historiquement favorisé la croissance et que, à l'inverse, les périodes de dépression ont souvent été accompagnées de mesures protectionnistes. Tous, nous voulons que le développement du commerce international s'accompagne de davantage de règles afin, précisément, que l'alignement ne se fasse pas par le bas. Mais, et nous nous trouvons là au cœur des problèmes, lorsque les pays développés veulent lutter contre le "dumping" - social, écologique, institutionnel ou monétaire -, les pays en développement - même les sociaux-démocrates - voient dans cette volonté les risques d'un protectionnisme déguisé, et qui plus est camouflé derrière les grands principes.

Des propositions. au-delà de ces débats, plusieurs grandes priorités peuvent néanmoins être dégagées.

La première concerne le système monétaire international dont la refonte constitue la seule réponse qui toucherait véritablement au cœur des dysfonctionnements de nos économies, en s'attaquant à une source de spéculation et à une cause du niveau excessif des taux d'intérêts. C'est la raison pour laquelle nous sommes partisans de la monnaie

La refonte du système monétaire international constitue la seule réponse qui toucherait véritablement au cœur des dysfonctionnements de nos économies, en s'attaquant à une source de spéculation et à une cause du niveau excessif des taux d'intérêts.

unique européenne : nous savons que les trois pôles monétaires constitués par le dollar, le yen et l'euro offrirait une chance de bâtir un nouveau système monétaire international stable.

La seconde priorité concerne les mouvements internationaux de

capitaux qui entraînent là encore un alignement fiscal par le bas. La liberté de circulation des capitaux est sans doute irréversible. Son absence totale de coût, même pour les opérations les plus spéculatives, mérite pourtant aujourd'hui une réflexion et une correction.

La troisième priorité concerne la croissance. Beaucoup de besoins demeurent insatisfaits. La croissance mondiale doit être relancée. C'est un moyen pour lutter contre les inégalités, pour réduire le chômage, pour permettre le développement. Beaucoup peut être fait au niveau des organisations régionales. Le sommet de l'Union Européenne de juin dernier, à Florence, en donnant l'impression que toute relance volontaire - même d'un montant dérisoire - était déjà excessive constitue de ce point de vue un contre-exemple navrant. L'IS défend les propositions de relance de Jacques Delors et propose même une initiative internationale pour le développement des télécommunications.

La quatrième priorité concerne les instances politiques dont le G7 est le symbole : les plus riches confinent le débat et confisquent la décision. Le passage du G7 au C5, des sept plus riches au cinq continents doit lui aussi être revendiqué et l'idée de fusion avec le Conseil de sécurité mérite toute notre attention ⁽¹¹⁾.

Pour la paix, pour une véritable paix

Entre 1992 et 1996, la question de la paix s'est, en revanche, posée dans des termes relativement nouveaux si l'on relit les débats qu'a pu connaître l'Internationale socialiste, ou davantage encore ses devancières, dans les décennies et même dans les années précédentes. En effet, la fin de l'affrontement est-ouest n'a pas altéré le sens de ce combat. Mais il a modifié ses points d'application : la menace d'une guerre nucléaire globale s'est sans doute éloignée ; mais les risques de conflits locaux se sont accrus et parfois même concrétisés. L'IS a abor-

Les plus riches confinent le débat et confisquent la décision. Le passage du G7 au C5, des sept plus riches au cinq continents doit être revendiqué.

(11) La FJJ a organisé, en juin 1996, une grande conférence internationale, sur le thème *la social-démocratie : une réponse à la mondialisation*. Une synthèse sera publiée dans un prochain numéro des *Notes de la Fondation Jean-Jaurès*.

dé ces débats - et notamment le drame yougoslave - en essayant d'éviter le triple écueil du cynisme, de la naïveté et de la résignation et, surtout, en fixant des principes, en défendant des institutions, en définissant des objectifs.

Les principes. L'IS s'est battue pour la paix. Mais elle a clairement refusé la paix à n'importe quel prix : la paix des bourreaux n'est pas vraiment la paix. Je me suis rendu deux fois dans l'ex-Yougoslavie, simplement pour apporter le soutien de l'Internationale socialiste à tous les démocrates qui luttaient courageusement pour la paix, pour signifier que les sociaux-démocrates refusaient la loi du plus fort, pour prôner une solution politique équitable. Dans ce conflit, l'IS a fait preuve de fermeté et ce, d'un double point de vue.

En premier lieu, l'IS a été l'une des institutions à l'origine de la création du *tribunal pénal international* de La Haye. J'en avais d'ailleurs défendu le principe le jour même de mon élection, lors du congrès de Berlin de septembre 1992. Depuis lors, ce tribunal a été créé et, même si ses moyens sont insuffisants, il est décisif qu'il aille jusqu'au bout des procédures engagées pour que les criminels de guerre sachent, quel que soit leur rang, quelle que soit leur nationalité, qu'ils ont et qu'ils auront des comptes à rendre à la communauté internationale. C'est non seulement une obligation morale par rapport aux victimes, mais aussi un signe symbolique pour l'avenir, un autre moyen de prévention et de dissuasion, qui devrait même aboutir à l'instauration d'un tribunal permanent sous l'égide de l'ONU.

En second lieu, l'IS a fait preuve de fermeté en désignant l'agresseur serbe, en condamnant ses méthodes - les camps, les liquidations, la déportation -, en dénonçant son idéologie - la "purification

ethnique" -, en refusant le fait accompli et en appuyant toujours l'Organisation des Nations-Unies. Ce qui nous amène au second volet : les institutions.

**L'IS s'est battue pour la paix.
Mais elle a clairement refusé la paix
à n'importe quel prix :
la paix des bourreaux n'est pas
vraiment la paix.**

Les institutions. Au moment où l'ONU célèbre son cinquantième anniversaire, il est de bon ton de lui reprocher ses insuffisances, voire ses défailances, et de lui adresser des critiques, d'ailleurs souvent contradictoires : d'être intervenue trop tardivement au Rwanda, maladroitement en Somalie, insuffisamment en Bosnie. Toutes ces critiques ne sont pas nécessairement injustifiées, même si elles occultent les responsabilités des Etats - qui seuls peuvent s'engager dans des opérations où il est fait recours à la force - et oublient les succès que l'on doit mettre au crédit de l'ONU - que ce soit le Salvador, le Cambodge, la Namibie ou le Mozambique, pour ne prendre que quelques exemples -. En dépit de ses imperfections, l'IS soutient avec conviction et constance l'ONU. Ingvar Carlsson, ancien Premier ministre suédois, vice-président de l'IS, a fait des propositions dont nous débattons lors de notre congrès⁽¹²⁾.

Les objectifs. Il est un autre combat qui concerne la paix et qui a mobilisé l'IS durant ces quatre années : c'est celui de l'interdiction des essais nucléaires. François Mitterrand et Mikhail Gorbatchev avaient les premiers pris la décision de décréter un moratoire sur les essais nucléaires en 1992. A l'exception notable de la Chine - qui n'a jamais cessé ses essais - toutes les puissances nucléaires s'étaient alors inscrites dans cette démarche. L'IS a condamné la décision unilatérale de Jacques Chirac de faire procéder à huit tirs - finalement réduits à six - même si le Président de la République avait annoncé que la France se conformerait alors à l'interdiction totale des essais nucléaires -, comme l'IS a d'ailleurs condamné tous les essais d'où qu'ils viennent. Nous avons en effet considéré que cette décision constituait un signal dangereux et qu'elle risquait de servir de prétexte pour relancer la course aux armements, pour justifier ailleurs la reprise des essais nucléaires, pour fragiliser partout le traité de non-prolifération reconduit en 1995 pour une durée illimitée, pour retarder enfin la signature du traité interdisant définitivement les essais nucléaires.

(12) **Rapport Carlsson.** *Our global neighbourhood*, rapport de la commission des Nations-Unies "global governance", Oxford University press, 1995.

2) Choisir les partis membres.

Autour de ces valeurs, de ces combats, plus de quatre-vingts partis ont demandé leur adhésion à l'Internationale socialiste. Ce seul chiffre prouve, s'il en était besoin, l'aura dont bénéficie l'IS dans le monde. Mais il oblige aussi à un examen attentif, rigoureux, précautionneux même, avant qu'une décision soit prise.

Il importe en effet d'insister sur l'importance, pour une organisation comme l'IS, de sa procédure d'adhésion. On peut y voir l'un des principaux pouvoirs effectifs dont jouissent ses partis membres. On peut y voir aussi l'une des fonctions de l'IS pour les partis demandeurs qui espèrent, par leur adhésion, nouer des contacts, bénéficier d'une solidarité et se voir légitimer par la délivrance d'un label prestigieux qui peut être recherché dans leur propre stratégie politique. Si l'on ajoute qu'il n'y a que fort peu de radiations - pour partie parce que la procédure est rigoureuse, pour partie parce qu'une radiation est toujours délicate -, on comprend mieux encore l'importance stratégique du choix des partis membres et, partant, la procédure complexe - parfois ressentie comme un véritable parcours du combattant - que doit suivre chaque candidat.

Cela explique que le comité d'administration et des finances (ce que

Le **SIFAC**. Le comité d'administration et des finances se réunit deux fois par an, en présence du secrétaire général. Il supervise la gestion financière de l'IS, propose le barème des cotisations, formule des recommandations en ce qui concerne les demandes d'adhésion. Le congrès est seul habilité à prononcer les adhésions ou, éventuellement, les radiations à une majorité des deux tiers des partis votants. Le SIFAC est composé de neuf partis membres, élus par le Conseil de l'IS : SPD (Allemagne), Labour Party (Grande-Bretagne), PS (France), SAP (Suède), PS (Sénégal), SPÖ (Autriche), SI (Italie), MAPAM (Israël), PSOE (Espagne).

l'on appelle, d'un sigle un peu barbare, le SIFAC) soit le seul comité de l'IS dont l'existence mais aussi le nombre de partis membres soient fixés par ses statuts.

Cela explique également les *exigences* que les candidats doivent satisfaire pour être admis : en premier lieu, la *conformité aux idéaux*, aux principes, aux valeurs et aux objectifs de l'Internationale ; en deuxième lieu, parce que précisément l'IS n'est pas un club d'amitiés mais une organisation

politique, une *représentativité électorale* réelle ; en dernier lieu, un *fonctionnement interne démocratique*.

Les partis demandeurs espèrent, par leur adhésion, nouer des contacts, bénéficier d'une solidarité et se voir légitimer par la délivrance d'un label prestigieux.

Cela explique aussi que l'examen des demandes d'adhésion soit précédé, aussi souvent que nécessaire, par l'envoi de missions sur place, par des débats au sein de chaque comité régional puis par des débats animés au sein du SIFAC lui-même, sachant que, en tout état de cause, il revient aux congrès, et aux congrès seulement, de trancher définitivement.

Cela explique enfin la patience dont il faut se doter avant d'être membre de plein droit de l'IS : les congrès ont lieu tous les trois ans et il existe trois statuts différents : *les membres de plein droit* ; *les partis consultatifs* ; *les partis observateurs* - sans compter les invités, même si tous les partis ne passent pas nécessairement par chacune de ces étapes.

La procédure peut paraître byzantine. Mais l'importance de l'enjeu le justifie. Et cette longue procédure possède un avantage supplémentaire : elle donne du temps pour favoriser le rapprochement ou, à tout le moins, les accords électoraux, entre plusieurs partis d'un même pays. L'IS a ainsi pu exercer à plusieurs reprises une pression utile à l'égard de partis demandant en même temps leur adhésion - les exemples les plus récents étant ceux de la Roumanie et de la Slovaquie.

3) Produire des symboles.

La fonction symbolique de l'Internationale socialiste est peut-être plus importante que dans d'autres organisations politiques. Le rassemblement de tous les leaders sociaux-démocrates du monde, dans un même lieu, à un même moment, pour un même objectif, possède une grande force évocatrice dans le monde entier. Ce large rassemblement est un moyen de créer un rapport de forces et, par ailleurs, pour ceux qui y participent, de nouer des contacts privilégiés et de confronter des points de vue. Car il faut bien être conscient de la gran-

L'IS est la seule organisation où sont rassemblés les leaders des partis sociaux-démocrates de tous les continents, qu'ils soient au pouvoir ou dans l'opposition.

(13) **Guterres.** (Antonio), né en 1949, secrétaire général du PSP depuis 1992, il préside le comité économique de l'Internationale socialiste. Lors des dernières élections législatives du 1^{er} octobre 1995, le PS portugais a obtenu 43% des suffrages et 109 sièges sur 230 ; depuis lors, il est Premier ministre du Portugal.

(14) **Grèce.** Lors des dernières élections législatives du 10 novembre 1993, le PASOK a obtenu 46,9% des suffrages, et 170 sièges sur 300. Des élections législatives anticipées se dérouleront le 22 septembre 1996.

de spécificité de l'Internationale socialiste : il existe, notamment en Europe avec le parti des socialistes européens, des organisations régionales ; il existe, notamment avec l'ONU, des institutions internationales où tous les chefs de gouvernement peuvent se rencontrer ; mais *l'IS est la seule organisation où sont rassemblés les leaders des partis sociaux-démocrates de tous les continents, qu'ils soient au pouvoir ou dans l'opposition*. Ce rassemblement de personnalités, souvent connues, parfois moins, venues du monde entier est sans doute ce qui frappe d'abord un observateur extérieur assistant à nos travaux. Pour prendre l'exemple du congrès de New-York, en septembre 1996, il y aura là aussi bien la gauche israélienne que le Fatah palestinien, le PDP Pakistanais que le Janata Dal indien, les démocrates russes que les syndicalistes américains, le PLN du Costa Rica que les sandinistes nicaraguayens, sans oublier les sociaux-démocrates bosniaques, croates, monténégrins, slovènes et macédoniens.

D'autres symboles, comme le choix des lieux de nos réunions, marquent aussi des choix politiques et témoignent de l'universalité de l'IS. Ainsi, entre 1992 et 1996, nous nous sommes retrouvés successivement sur le continent européen (Conseils d'Athènes, de Lisbonne et de Bruxelles), sur le continent asiatique (Conseil de Tokyo), sur le continent africain (Conseil du Cap) et sur le continent américain (Congrès de New-York), sans même évoquer les réunions de nos comités régionaux.

Nous avons parfois voulu apporter notre *soutien avant des échéances électorales importantes* pour l'un de nos partis membres : ainsi, à Lisbonne, pour affirmer notre solidarité avec Antonio Guterres qui symbolisait bien le renouveau de la social-démocratie européenne et qui a, peu après, remporté une magnifique victoire⁽¹³⁾ ; ainsi également, à Athènes, avant ce qui allait être la dernière victoire et le dernier combat d'Andreas Papandréou⁽¹⁴⁾.

Nous avons parfois voulu *saluer des victoires particulièrement sym-*

boliques : ainsi, à Tokyo, quelques semaines après que nos camarades japonais ont non seulement permis la première alternance depuis un demi siècle mais, mieux encore, ont eux-mêmes été chargés de diriger le gouvernement ; ainsi également, à Budapest, première réunion de l'histoire de l'IS dans l'ancienne Europe de l'est, après la victoire du parti socialiste hongrois, issu d'une transformation du parti communiste et qui a réussi à la fois sa mutation politique et sa rencontre avec le peuple⁽¹⁵⁾.

Nous avons enfin parfois voulu *honorer des symboles* : symbole de

Les socialistes japonais au pouvoir. Après un bref passage au pouvoir en 1947, les socialistes japonais avaient toujours été exclus du gouvernement. Il a fallu attendre l'accumulation des scandales financiers et la crise économique liée à l'éclatement de la bulle spéculative des années 80 pour que le parti national-démocrate au pouvoir perde sa majorité à la chambre.

Les socialistes ont alors participé pour la première fois à un gouvernement de coalition réformiste, avant d'obtenir eux-mêmes le poste de premier ministre. Sous leur impulsion, le gouvernement, puis l'Empereur, ont présenté pour la première fois des excuses à tous les pays d'Asie victimes de l'agression japonaise pendant la deuxième guerre mondiale.

Pendant leur passage au pouvoir, ils ont obtenu l'indemnisation des "femmes de comforts" forcées de s'enrôler dans l'armée japonaise pendant la guerre, une réduction et une réorientation des dépenses de défense, une diminution de la présence américaine sur Okinawa.

Ils ont amplifié le rôle du Japon au sein des Nations-Unies et de ses forces de maintien de la paix. Ils ont obtenu une augmentation des retraites, une amélioration du système de santé, une protection accrue des consommateurs, une baisse des prix à la consommation, une plus grande ouverture du pays sur l'étranger, etc. . . , tout en modernisant considérablement leur propre pensée politique.

(15) **Hongrie.** Lors des dernières élections législatives de mai 1994, le PSH a obtenu 55,15% des suffrages et 209 sièges sur 386.

(16) **Mandela.**
Né en 1918,
leader de l'ANC
(African National
Congress),
emprisonné de
1962 à 1990,
président de
l'Afrique du sud
depuis 1994.
En avril 1994,
aux élections
législatives, l'ANC
a obtenu 62,35%
des suffrages, et
252 sièges sur
400.

la lutte contre l'apartheid avec Nelson Mandela, et le Conseil du Cap⁽¹⁶⁾ ; symbole de la démocratie européenne avec le Conseil de Bruxelles, au Parlement européen.

II - COMMENT FONCTIONNE L'INTERNATIONALE SOCIALISTE ?

Si l'existence de l'Internationale socialiste est largement connue, l'information sur son fonctionnement - et, partant, sur son action concrète - semble souvent réservée à quelques spécialistes - en premier lieu les secrétaires internationaux des partis -.

Depuis 1992, avec le secrétaire général, Luis Ayala, nous nous sommes employés à la fois à relancer les moyens d'actions traditionnels de l'IS mais également à les adapter en créant de nouvelles structures. Nous sommes encore loin de ce que nous souhaiterions faire. Mais nous avons déjà progressé, si l'on prend la mesure des trois défis auxquels il a fallu faire face. *Défi financier*, d'abord et avant tout, dans la mesure où l'IS ne dispose que d'un budget très faible par rapport à ce qu'elle représente. *Défi du nombre*, ensuite, puisque, en l'espace de quelques années, la multiplication des adhésions a entraîné - et va entraîner - un véritable changement de nature de l'IS. *Défi de la concurrence*, enfin, avec le développement des structures régionales qui mobilisent légitimement - compte tenu de leurs enjeux immédiats - les leaders de l'IS, à l'instar du parti des socialistes européens.

1) La relance des moyens traditionnels

Quatre modalités d'action - qui ne sont en rien originales - sont traditionnellement utilisées à l'Internationale socialiste : des Comités, des missions, des rapports, des prises de position.

LES COMITÉS DE L'IS

1. Comité Politique économique, développement et environnement

Président : Antonio Guterres

2. Comité Elus locaux et régionaux

Président : Philippe Busquin

3. Comité Asie Pacifique

Président : Makoto Tanabe

4. Comité Désarmement

Président : Kalevi Sorsa

5. Comité Amérique latine-Caraïbes

Président : Francisco Pena Gomez

6. Comité Afrique

Président : Abdou Diouf

7. Comité Droits de l'Homme

Président : Peter Jankowitsch

8. Comité Moyen Orient

Président : Hans-Jurgen Wischnewski

9. Comité Méditerranée

Président : Raimon Obiols

10. Comité Administration et finances

Président : Gunnar Stenarv

11. Comité Pays de l'est

Président : Piero Fassino

Les Comités

L'Internationale socialiste compte onze Comités, organisés soit sur une base thématique, soit dans un cadre géographique. C'est au sein d'un de ces comités - le prestigieux comité Moyen-Orient - que les premières discussions entre la gauche israélienne et l'OLP se sont déroulées. A cette

C'est au sein d'un des comités de l'IS - le prestigieux comité Moyen-Orient - que les premières discussions entre la gauche israélienne et l'OLP se sont déroulées.

Le comité Europe de l'est a réussi à regrouper anciens communistes réformateurs, anciens dissidents progressistes et anciens sociaux-démocrates en exil pour construire une social-démocratie forte et cohérente.

occasion, l'IS a pu jouer un rôle quasi-diplomatique particulièrement utile. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si le processus de paix s'est par la suite engagé à Oslo, sous l'égide de nos camarades norvé-

giens et notamment de Gro Harlem Brundtland et Jørgen Holst.

Entre 1992 et 1996, l'action de plusieurs comités mérite d'être mise en exergue.

Le comité Asie-Pacifique a réussi, pour la première fois, à réunir en 1993, à Katmandu, des partis à la fois représentatifs dans leur pays et représentant largement l'ensemble du continent : en effet, à côté des partis australien, néo-zélandais et japonais, on trouvait les démocrates népalais sortis de la dictature, les socialistes pakistanais après vingt ans d'exil, les représentants du gouvernement birman encore en exil ou les sociaux-démocrates mongols tout juste sortis de la clandestinité.

Le comité Méditerranée a lui aussi été relancé, permettant, entre autres exemples, une réflexion sur la coopération entre les deux rives de la Méditerranée ; un soutien aux partis nord-africains, notamment algériens et marocains, qui luttent, dans des conditions très différentes, pour la démocratie ; des échanges approfondis sur le drame algérien qui ont conduit à l'envoi d'une mission sur place.

Le comité Europe de l'est a réussi non seulement à surmonter les problèmes existants entre pays mais aussi à regrouper anciens communistes réformateurs, anciens dissidents progressistes et anciens sociaux-démocrates en exil pour construire une social-démocratie forte et cohérente.

Le comité Afrique et notamment la réunion de Ouagadougou à laquelle j'ai participé, a montré que ce continent voyait ses élites se renouveler profondément, faisant émerger, de la prison ou de l'exil, une nouvelle génération talentueuse et courageuse dont je ne doute pas qu'elle dirigera l'Afrique de demain.

Les missions. ⁽¹⁷⁾

L'envoi de missions constitue un autre moyen d'action de l'Internationale socialiste. Derrière leur diversité - surveillance d'élections, prises de contacts avec des partis ayant demandé leur adhésion, soutien lors d'échéances électorales... - elles visent toutes à renforcer nos positions et à défendre nos valeurs. Depuis 1992, l'IS a constitué de très nombreuses missions. Parmi celles auxquelles j'ai moi-même participé, j'en retiendrai trois.

La première s'est déroulée *en Afrique australe* et notamment en Afrique du sud et plusieurs éléments méritent d'être soulignés. Cette mission avait pour origine la double invitation de Frédérik de Klerk et de Nelson Mandela, l'un comme l'autre considérant que l'IS pouvait contribuer à renforcer ceux qui souhaitaient une transition pacifique. Cette mission s'est inscrite dans une stratégie d'ensemble à l'égard de cette zone qui avait connu l'apartheid, les guérillas, une forte attraction du communisme et dans laquelle l'IS n'était donc pas implantée. L'Afrique du sud mérite bien évidemment une attention particulière. Nelson Mandela avait déjà été invité en 1993 au Conseil de Lisbonne. A la suite de cette mission, l'ANC a reçu le Conseil international de l'IS, au Cap, en 1995. Aujourd'hui, la jeunesse de l'ANC a déjà demandé son adhésion à la IUSY. Mais le reste de l'Afrique australe n'est pas pour autant oublié : ainsi, cette mission a permis de renforcer nos liens avec la Namibie et le Botswana. Pour être complet, le Frelimo du Mozambique et le MPLA de l'Angola deviendront membres de l'IS au congrès de New York. Après l'Afrique de l'ouest, la présence de l'IS sur le continent africain s'élargit ainsi encore davantage.

La seconde mission s'est déroulée *dans l'ex-Yougoslavie* : une première fois, en Slovénie et en Macédoine ; une seconde fois, en novembre 1995, en Bosnie-Herzégovine et en Croatie. L'une comme l'autre ont permis d'apporter un soutien aux sociaux-démo-

La première mission s'est déroulée en Afrique du sud à la double invitation de Frédérik de Klerk et de Nelson Mandela, l'un comme l'autre considérant que l'IS pouvait contribuer à renforcer ceux qui souhaitaient une transition pacifique.

(17) **Missions.** Entre 1992 et 1996, l'IS a conduit des missions en Angola, au Guyana, en Serbie, au Sénégal, en Somalie, au Paraguay, au Cambodge, en Lettonie, en Pologne, au Honduras, en Russie, aux Nations-Unies, en Afrique du sud, en République dominicaine, en Irak, au Mexique, en Roumanie, dans l'ex-Yougoslavie, en Palestine, en Syrie, au Liban et en Israël.

crates qui s'opposaient à la guerre et se battent aujourd'hui, malheureusement trop isolés, pour la démocratie.

La troisième mission s'est déroulée *en Haïti*, dans ce pays pauvre parmi les pauvres, au coeur de ce peuple formidable, pour aller saluer le retour du président Aristide.

Les rapports.

Si l'Internationale socialiste a pu connaître un tel essor depuis 1976, elle le doit aussi à quelques grands rapports, souvent commandés par l'ONU, et que ses grands leaders ont marqué de leur empreinte. Il y a eu ainsi le rapport Brandt sur les relations Nord-Sud, le rapport Palme sur le désarmement et, plus récemment, le rapport Brundtland sur le développement durable qui a servi de base à la conférence de Rio. Entre 1992 et 1996, un nouveau rapport, élaboré par l'ancien Premier ministre suédois, Ingvar Carlsson, a fait des propositions novatrices sur la réforme de l'ONU. Créer un Conseil de sécurité économique chargé de définir une stratégie pour un développement équilibré et durable ; inscrire dans la Charte la possibilité pour l'ONU d'intervenir dans les affaires intérieures d'un Etat lorsque la sécurité d'un peuple est menacée ; instaurer un droit de pétition pour les organisations non gouvernementales à l'adresse du Conseil de sécurité ; créer une force de volontaires de l'ONU ; respecter l'intégrité de commandement de l'ONU dans les actions de maintien de la paix ; aménager la composition du Conseil de sécurité en prévoyant, à terme, une représentation permanente pour deux pays industrialisés, un pays africain, un pays asiatique, un pays latino-américain et un nombre plus important de membres non permanents ; comme on le voit, les propositions sont parfois audacieuses, toujours ambitieuses et méritent en tout cas un débat approfondi.

Les prises de position.

Je l'ai déjà évoqué, l'Internationale socialiste, parce qu'elle est une organisation politique, ne saurait s'extraire de la marche du monde au jour le jour. Elle se doit de réagir avec une parole forte, à la hauteur de l'immense espérance qu'elle incarne.

Il est bien évidemment impossible de recenser les centaines de communiqués adoptés durant ces quatre années. Il faut savoir simplement que les prises de position de l'IS sont toujours répercutées non seulement dans le pays concerné mais aussi dans le monde entier. De l'indignation devant les pendants politiques perpétrés au Nigeria au soutien au prix Nobel de la paix, Aung San Suu Kyi, de la dénonciation des fraudes électorales en Albanie ou à Saint-Domingue à la condamnation de la répression syndicale en Indonésie, de la protestation après l'emprisonnement de militants politiques en Côte d'Ivoire à la défense de la liberté d'expression en Malaisie, l'IS a fait entendre sa voix chaque fois que l'actualité l'exigeait.

2) Les sept piliers de la rénovation

Au-delà de ces moyens d'action, traditionnels mais indispensables, j'ai souhaité que l'Internationale socialiste commence à s'adapter aux évolutions que le monde, comme elle-même, connaissait. Ce sont les sept piliers de la rénovation.

Le Forum pour la démocratie et la solidarité en Europe centrale et orientale.

La création de ce que nous appelons "le Forum" est une des grandes innovations de ces quatre dernières années. Après la chute du mur de Berlin, partout en Europe de l'est, le balancier est allé vers la droite, au point que communisme et socialisme étaient couverts d'un même opprobre. C'est pourquoi nous avons pris la décision de créer une structure plus neutre que ne peut l'être un comité de l'IS et de faire travailler ensemble, concrètement, partis et fondations politiques. D'où le Forum qui constitue, je le crois, une grande réussite. Réussite politique pour l'IS puisque, par son travail, ses contacts, ses missions, le Forum a aidé à effectuer un tri entre les différents partis et à faire en sorte qu'à l'occasion du congrès de New-York, l'IS compte un parti représentatif dans chacun des pays d'Europe centrale et orientale. Réussite électorale pour ces partis qui, après les premières élections, ont tous connu des succès - comme en République tchèque ou en Roumanie - voire des

LE "FORUM EUROPÉEN POUR LA DÉMOCRATIE ET LA SOLIDARITÉ EN EUROPE CENTRALE ET ORIENTALE".

Généralement appelé "le Forum", il est le bras séculier de l'Internationale socialiste pour les anciens pays communistes d'Europe. Créé en février 1993, il est présidé par Heinz Fischer, Président du Parlement autrichien. Le secrétaire général est Conny Fredriksson, du parti social-démocrate de Suède. Les locaux sont ceux du groupe socialiste au Parlement européen à Bruxelles. Il est chargé de multiplier les contacts avec les partis et les forces politiques, syndicales et de la société civile de tous ces pays, afin d'y multiplier les échanges avec les sociaux-démocrates d'Europe de l'Ouest, y créer un réseau de partis membres de l'Internationale, intervenir dans les débats de société concernant ces pays et y coordonner le travail des partis et des Fondations qui le souhaitent.

(18) **Transformation et intégration.** Ce livre, publié par le Forum, est l'aboutissement de nombreux séminaires effectués dans les différents pays d'Europe centrale et orientale sur la transition économique. *Transformation and integration*, édition emphasis, Londres, 1995.

idéologique. L'organisation de ces tables rondes part de deux convictions. La première, c'est que le socialisme ne saurait être un dogme figé. Ce sont certes des valeurs, qui restent plus que jamais d'actualité. Mais c'est aussi une méthode, qui doit sans cesse évoluer, des propositions, qui doivent sans cesse s'adapter. La seconde, c'est que le bouleversement du monde que nous avons connu en moins de dix ans s'est davantage traduit par la destruction d'idéologies, qui avaient fait faillite ou qui étaient périmées, que par l'émergence d'idées neuves. *Ce décalage entre un socialisme nécessairement toujours en mouvement et des idées qui ont souvent vieilli impose un effort de réflexion* Tel est l'objet de ces tables rondes dont nous nous sommes efforcés de faire en sorte qu'elles atteignent trois objectifs. D'abord, de ne pas se limiter aux thèmes les plus traditionnels de l'action politique mais d'explorer des champs nouveaux ou, en tout cas, des pistes nouvelles. Ce fut le cas lors des trois premières tables rondes qui se sont tenues sur l'avenir

victoires - comme en Hongrie, en Pologne, en Slovaquie ou en Macédoine -, au point que la social-démocratie est devenue aujourd'hui la force politique la mieux implantée dans cette région du monde. Réussite idéologique enfin pour le Forum qui a organisé des grands débats sur la liberté des médias ou le rôle des femmes et, surtout, sur la transition économique avec des tables rondes dans la plupart des capitales de la région⁽¹⁸⁾.

Les tables rondes du Président. Si le Forum avait une fonction d'abord politique - et un cadre géographique bien précis -, *la fonction* des "tables rondes du Président" est d'abord d'ordre

de l'Etat-providence⁽¹⁹⁾, sur les médias et la politique, puis sur les fondamentalismes à l'aube du XXI^{ème} siècle⁽²⁰⁾.

Ce sera encore le cas dans quelques mois sur les drogues. Ensuite, créer des espaces de dialogue les plus ouverts possibles, qui réunissent des responsables politiques et des universitaires venus de tous les continents. Enfin, que notre réflexion soit menée tranquillement, sérieusement, c'est-à-dire sans médiatisation ni précipitation et c'est pourquoi nous avons fait le choix de tables rondes "fermées".

Le comité des villes. Troisième pilier de la rénovation, la création d'un comité supplémentaire consacré aux questions locales. La tenue d'une grande conférence des villes socialistes était évoquée depuis plusieurs années. Elle s'est tenue à Bologne, en janvier 1995, avec plus de quarante pays représentés et près de quatre cents délégués⁽²¹⁾.

Je l'ai ardemment souhaitée. Elle a débouché notamment sur la proposition de créer ce onzième comité permanent.

Le thème de *la ville* représente, j'en ai la conviction, l'enjeu majeur pour l'avenir et le destin des hommes pour les prochaines décennies. Aux quatre coins du monde, les villes se sont développées pendant ce siècle comme jamais au cours de tous les siècles précédents. A des degrés divers certes. A des rythmes différents sans doute. Selon des modalités spécifiques évidemment. Mais toujours est-il que partout les sociétés essentiellement rurales ont laissé place, ou sont en train de le faire, à des sociétés principalement urbaines. La ville est, par excellence, le lieu où élus et citoyens peuvent nouer tous les contacts. C'est, par expérience, l'un des lieux où s'incarne concrètement la démocratie. Nous le savons également : la ville est souvent l'espace le plus pertinent pour régler les problèmes de ceux qui y habitent. Et nous le savons aussi, c'est dans les villes que se concentrent parfois tous les problèmes de nos sociétés et que se forme, comme en chimie, un précipité de maux qui deviennent particulièrement aigus. C'est dans les villes que l'on rencontre davantage l'insécurité. C'est dans les villes que l'on assiste au développement de la drogue. C'est dans les villes que tentent de survivre tous ceux qui n'ont pas de toit.

(19) **Etat-Providence.** *L'avenir de l'Etat-providence*, table ronde du président, édition Ours, supplément au n°259, avril-mai 1995.

(20) **Intégrismes.** *Les intégrismes à l'aube du vingt-et-unième siècle*, table ronde du président, 20 et 21 avril 1996, à paraître dans *Les Notes de la Fondation Jean-Jaurès*, n°4, novembre 1996 et n°5, décembre 1996.

(21) **Villes.** *Le socialisme à visage urbain*, Conférence de Bologne, 28/29 janvier 1995, FJJ/IS, édition OURS, 4ème trimestre 1995.

De même que le socialisme renvoie à une certaine conception de la ville, l'intérêt que nous portons à la ville renvoie à une certaine conception du socialisme.

Réunir les villes *socialistes* peut se justifier par deux raisons principales. La première : le socialisme renvoie à une certaine conception de la ville. Nul ne

peut croire sérieusement que celui qui défend au niveau national les idées et les valeurs du socialisme les abandonne ou les oublie lorsqu'il revient au niveau local. Car cela voudrait dire, au choix, soit que nous ne croyons pas en nos idées, soit que nos idées ne peuvent être appliquées concrètement. Comme aucune de ces deux hypothèses ne peut être acceptée, il faut bien convenir qu'il existe une spécificité dans la manière dont nous, socialistes, concevons notre action. Et que la manière dont sont abordés les problèmes de logement, de sécurité, de drogue, de loisirs ou de culture se distingue de celle employée par les conservateurs.

La seconde raison est la suivante : *de même que le socialisme renvoie à une certaine conception de la ville, l'intérêt que nous portons à la ville renvoie à une certaine conception du socialisme*. Une conception quant aux méthodes : le socialisme n'est pas une doctrine figée, gravée à tout jamais dans le marbre. Le socialisme est une démarche pragmatique d'adaptation aux réalités à partir de valeurs qui, elles, ne sont pas périmées par le temps. Une conception quant aux objectifs : le socialisme n'a pas pour vocation d'évoquer, abstraitement, les problèmes, mais à l'inverse, de les régler quotidiennement. Et c'est aussi dans les villes que c'est possible. Une conception quant aux structures : *le socialisme a longtemps reposé sur une organisation très verticale* et les élus ont très souvent été regardés avec suspicion comme pouvant trahir la pureté de la doctrine. *Le socialisme moderne devra s'appuyer sur une organisation plus souple et plus horizontale*.

Réunir enfin une conférence des villes socialistes *du monde entier* allait de soi pour le président de l'IS. Des structures régionales existent certes déjà. Mais si la ville est un enjeu important, si les socialistes ont une approche spécifique et si le socialisme est un internationalisme, rien ne peut justifier de nous limiter à des débats par continent et tout

montre qu'il existe un vaste champ d'échange, de confrontation et de coopération. Telle est la mission de ce comité des villes qui organisera tous les deux ans une grande conférence internationale.

L'IS a mis en place des équipes - les "casques bleus de la démocratie" - qui se sont rendues dans quinze pays entre 1992 et 1996 à l'occasion d'élections.

Les "casques bleus de la démocratie". Le quatrième pilier de la rénovation, ce sont les "casques bleus de la démocratie". L'idée est née d'une discussion avec Boutros Boutros-Ghali qui m'avait fait part d'un besoin de voir renforcées les missions d'observation d'élections de l'ONU.

La démocratie a en effet connu un essor sans précédent en l'espace de quelques années, et ce sur tous les continents. Il s'en est naturellement suivi une multiplication d'élections et une multiplication de demandes de missions de surveillance. Dès lors que nous considérons que la démocratie est le premier de nos engagements, il était de notre devoir de répondre autant que possible à ces demandes. Nous savons qu'une véritable surveillance d'élections se fait très en amont de l'élection proprement dite. Nous avons pu le faire, par exemple en Afrique du sud, grâce à nos fondations. Mais cela exige des moyens considérables. L'IS a mis en place des équipes - les "casques bleus de la démocratie" - qui se sont rendues dans quinze pays entre 1992 et 1996 à l'occasion d'élections. L'IS a aussi encouragé l'Internationale des jeunes socialistes à former des observateurs, notamment à l'occasion de l'université qui s'est tenue à Porto, en juillet 1993.

L'Internationale des jeunes socialistes. L'Internationale des jeunes socialistes, la IUSY, constitue précisément le cinquième pilier de la rénovation. Ses relations avec l'IS se sont resserrées. Sur le plan politique, elle a même souvent devancé l'IS dans son expansion géographique : ainsi, la IUSY a été renforcée par des adhésions importantes, en Inde avec le Janata Dal, en Palestine avec le Fatah ou en Afrique du sud avec l'ANC. Sur le plan idéologique, la IUSY a

La IUSY. (International Union of Socialist Youth). La IUSY comprend 121 organisations provenant de 90 pays répartis dans le monde entier. Elle est présidée par Niccolò Zingaretti (PDS Italie) et le Secrétaire Général est Alfredo Lazzeretti (Parti socialiste populaire, Argentine). Elle a souvent été en avance sur l'Internationale sur le plan de l'extension géographique (Inde, Afrique du Sud, Macédoine) même si l'écart tend à diminuer. Elle réalise un important travail de formation de cadres. Depuis quelques années, elle a réorienté ses activités vers une analyse des politiques économiques et sociales et un approfondissement des moyens à mettre en oeuvre afin d'assurer la transition vers la démocratie et sa consolidation.

collaboré efficacement avec les fondations de nos partis - et notamment avec la fondation Jean-Jaurès - en co-organisant des conférences régionales, comme celles de Delhi pour l'Asie ou de Maputo pour l'Afrique. Sur le plan de la formation enfin, la IUSY a réussi à organiser chaque année une université d'été avec des jeunes du monde entier.

La liaison avec les syndicats.

Sixième pilier de la rénovation, encore à consolider mais déjà

significatif, la liaison avec les organisations syndicales internationales. Sans même évoquer tous nos combats communs, et pour simplement citer deux exemples de la qualité de nos relations, j'ai ainsi été invité au congrès marquant le centième anniversaire de la puissante Fédération des Organisations des Travailleurs de la Métallurgie et la Confédération Internationale des Syndicats Libres, la CISL, s'exprimera quant à elle au congrès de l'IS à New-York⁽²²⁾.

Les Nouvelles de l'Internationale socialiste. Enfin, pour essayer de faire en sorte que les activités de l'IS soient mieux connues, et en tenant compte de la modicité de nos moyens, nous avons publié une lettre mensuelle rendant compte des réunions de comités, des missions, des prises de positions de l'IS ainsi que des principales évolutions à l'intérieur de chacun de nos partis membres.

(22) **CISL.** (Confédération Internationale des Syndicats Libres). Regroupe les syndicats non communistes du monde entier, représente 126 millions de membres dans 187 organisations et 134 pays.

Troisième partie 1996-1999

Le congrès de l'Internationale socialiste se tient à New-York les 9, 10 et 11 septembre 1996. Je l'aborde avec deux sentiments qui peuvent paraître paradoxaux : d'un côté, une réelle satisfaction si l'on compare les objectifs de ces quatre années et les acquis enregistrés depuis lors ou qui se concrétiseront à New-York ; d'un autre côté, la ferme conviction qu'il est indispensable d'aller beaucoup plus loin et beaucoup plus vite si l'on veut que l'Internationale socialiste réponde aux défis de l'avenir. C'est dans cet esprit que j'ai adressé une lettre à tous les leaders de l'IS, en juin 1996, pour connaître leur opinion.

1) LES ACQUIS

Au-delà des éléments de bilan qui viennent d'être détaillés, deux dimensions du congrès lui-même méritent d'être mises en exergue.

Sur le plan symbolique, le congrès va se dérouler, pour la première fois, à New-York, et, qui plus est, au siège de l'Organisation des Nations-Unies.

Nous allons donc tenir notre XX^{ème} congrès au moment où l'ONU célèbre son cinquantième anniversaire. Ce congrès va être ouvert par Boutros Boutros-Ghali, actuel secrétaire général de l'ONU et, beaucoup l'ignorent, ancien vice-président de l'IS. Nous allons débattre de la réforme de l'ONU, au sein de laquelle l'IS s'est vu reconnaître le "statut 1" qui lui permet notamment de prendre la parole dans les différentes conférences de l'ONU.

Mais nous allons tenir aussi ce congrès aux Etats-Unis où, beaucoup l'ignorent également, nous comptons deux partis membres qui représentent l'aile gauche du parti démocrate et jouent un rôle utile dans la mobilisation de la société contre une droite républicaine conservatrice, voire réactionnaire. Nous écouterons également avec beaucoup d'intérêt le président Sweeney, qui vient d'être élu à la tête du célèbre et puissant syndicat AFL-CIO et s'exprimera devant nous⁽²³⁾.

Sur le plan de l'implantation de l'Internationale socialiste, le congrès

(23) **AFL-CIO.** (American Federation of Labor - Congress of Industrial Organisation), syndicat proche des démocrates qui regroupe 14,5 millions d'adhérents.

Il a été proposé d'accepter l'adhésion de 29 nouveaux partis et de reconnaître le statut de membre de plein droit à 10 partis qui étaient déjà membres de l'IS.

(24) Liste des partis en annexe

de New-York sera l'occasion de franchir une nouvelle étape. En effet, *il a été proposé d'accepter l'adhésion de 29 nouveaux partis et de reconnaître le statut de membre de plein droit à 10 partis qui étaient déjà membres de l'IS.* (24) Au-delà de cet aspect purement quantitatif, la progression de l'implantation de l'IS est particulièrement significative dans trois zones géographiques bien ciblées.

En Asie du sud où vivent un milliard deux cent millions de femmes et d'hommes et où l'IS était absente ou presque jusqu'au début des années 1990, le changement est spectaculaire : après l'adhésion des partis pakistanais et népalais en 1992, le Janata dal indien, parti du premier ministre, va adhérer en 1996. Cela signifie *que tous les pays d'Asie du Sud* sont désormais gouvernés soit par des sociaux-démocrates (Népal, Pakistan, Inde), soit par des partis proches (Sri-Lanka, Bangladesh).

En Afrique de l'ouest là aussi, le changement est spectaculaire. Il y a très exactement vingt ans, seul le Sénégal était membre de l'IS. Aujourd'hui, après l'adhésion des partis du Burkina Faso puis de la Côte d'Ivoire, du Bénin, et de Centrafrique - dont tous les leaders ont connu la prison -, le congrès de New-York accueillera les partis de la Guinée équatoriale, du Gabon, du Niger, du Mali et du Cameroun, témoignant d'une présence et d'une représentativité réelles du socialisme démocratique sur cette partie du continent africain.

En Europe centrale et orientale, que j'ai déjà évoquée à plusieurs reprises, les partis hongrois et tchèques, qui étaient déjà membres de l'IS depuis 1992, seront rejoints par un parti de quasiment chacun des pays de la zone et notamment de Pologne, de Roumanie, de Slovaquie, de Slovénie et de Macédoine.

Trois autres adhésions doivent par ailleurs être signalées parce qu'elles ont chacune du sens et de l'importance. En premier lieu, *le Fatah palestinien* rejoindra à New-York les partis de la gauche israélienne non plus comme invité mais comme membre de l'Internationale socialiste ;

de New-York sera l'occasion de franchir une nouvelle étape. En effet, *il a été proposé d'accepter l'adhésion de 29 nouveaux partis et de reconnaître le sta-*

j'y vois un double hommage au courage dont a fait preuve Yasser Arafat et au rôle historique que l'IS a joué dans le processus de paix. En second lieu, le congrès verra aussi l'adhésion *du parti kurde iranien* dont deux responsables avaient été assassinés à Berlin, en 1992, et qui a toujours été exemplaire à la fois dans ses revendications et dans ses modes d'action. En troisième lieu, le congrès admettra comme membre de plein droit le *MSDP de Mongolie*. Leurs responsables ont suivi avec assiduité nos travaux depuis 1992, au prix d'efforts incroyables, et notamment parfois de cinq ou six jours de transports à l'aller comme au retour. A la frontière de la Chine, pour la première fois, ils ont remporté il y a quelques semaines une victoire électorale aux dépens du parti communiste, qui n'a pas eu, en France, le retentissement qu'elle aurait mérité.

2) LES DÉFIS.

Les années qui nous séparent de l'an 2000 seront décisives pour l'avenir de l'Internationale socialiste. *24 partis ont vu leurs demandes d'adhésion reportées et 37 autres rejetées.* C'est dire que l'IS, qui va déjà compter *140 organisations après le congrès de New-York*, est véritablement en train de changer de nature et risquerait d'être victime de son propre succès si elle ne prenait rapidement les dispositions lui permettant de s'adapter à ce qu'elle est devenue. Dans cette perspective, je crois que trois objectifs doivent être poursuivis en même temps.

Le premier objectif, c'est de *relancer le débat d'idées*, sans craindre de faire apparaître des désaccords et en se saisissant des problèmes les plus chauds. Ainsi, pour ne prendre qu'un seul exemple, la question de la mondialisation mérite une attention toute particulière, compte tenu de son importance et de ses conséquences. Dans quel cadre pourrait-elle d'ailleurs être traitée plus légitimement qu'à l'Internationale socialiste ? J'ai ainsi proposé que les réflexions engagées par le comité économique, présidé par le

L'IS, qui va compter 140 organisations après le congrès de New-York, est en train de changer de nature et risquerait d'être victime de son propre succès si elle ne prenait rapidement les dispositions lui permettant de s'adapter.

premier ministre portugais, Antonio Guterres, soient prolongées par l'organisation d'un grand sommet annuel, rassemblant, au-delà encore des partis qui composent l'IS, des représentants du monde syndical, des experts, des intellectuels, afin de *montrer qu'il existe un autre avenir possible que celui tracé par le symposium de Davos*. Felipe Gonzalez m'a déjà fait part de son intérêt pour cette démarche, pour ce "*contre-Davos social-démocrate*".

Le second objectif, c'est de *poursuivre, voire d'achever, l'expansion géographique* de l'Internationale socialiste. Plus concrètement encore, cela signifie qu'il subsiste des zones dans lesquelles il faut soit aider la gauche à poursuivre sa restructuration - comme dans le Cône sud latino-américain -, soit concrétiser les liens que nous avons déjà tissés - comme en Afrique australe -, soit même engager un travail plus en profondeur encore - comme dans l'ex-Union soviétique ou en extrême-Orient, où beaucoup reste encore à faire.

Le troisième objectif, enfin, c'est d'*adapter notre organisation*. C'est un débat à la fois ancien et récurrent, à l'Internationale socialiste comme dans toute autre organisation politique mais chacun en ressent aujourd'hui la nécessité, moi le premier. Et les idées comme les défis ne manquent pas !

Il y a, à l'évidence, *des insuffisances à combler*. La coordination entre les principaux responsables de l'IS, notamment les vice-présidents, doit être renforcée, par exemple en mettant en place un bureau du présidium⁽²⁵⁾ qui pourrait se réunir plus fréquemment que le présidium actuel, lequel pourrait alors être élargi et, partant, plus représentatif de ce qu'est désormais devenue l'IS. Les modes d'expression et de communication, aussi bien internes qu'externes, doivent être repensés, notamment pour mieux utiliser les évolutions technologiques. Les moyens financiers de l'IS, qui proviennent des cotisations des partis et dont le niveau est faible, doivent être renforcés, ce qui constitue d'ailleurs un préalable à toute possibilité de réformes.

Il y a, par ailleurs, *des adaptations à opérer*. Beaucoup ont pour ori-

gine la "révolution du nombre" que connaît l'IS : on ne peut gouverner de la même manière une organisation regroupant une dizaine de partis comme en 1951 et une organisation en rassemblant plus de cent quarante comme aujourd'hui. Ainsi, pour ne prendre que deux exemples, il serait souhaitable de pouvoir renforcer, en même temps, le secrétariat permanent de Londres et le rôle des comités géographiques et thématiques. D'autres adaptations ont pour origine les changements que connaît le monde et qui imposent de réfléchir aux priorités politiques de l'IS.

Il y a, enfin, *des structures à mieux utiliser*. Nous avons commencé à le faire avec la création du "Forum", que j'ai déjà évoqué, et qui permet une réelle concertation entre les partis et les fondations dans la définition des objectifs politiques et la réalisation des actions concrètes en Europe. Il faut poursuivre dans cette voie, sur d'autres continents en Amérique latine, en Asie, et d'abord en Afrique où l'IS doit rapidement prendre une initiative témoignant de son refus de voir ce continent sombrer, dans une indifférence et un égoïsme indignes de notre temps et de nos valeurs.

Ce ne sont là que quelques pistes de réflexion, tirant les leçons de l'expérience de mon mandat ou reprenant des propositions qui m'ont été transmises. Elles doivent désormais être approfondies, collectivement débattues et, surtout, entrer en application. Pour ce faire, je souhaite qu'une commission ad hoc, quantitativement restreinte et qualitativement élevée, soit mise en place au congrès de New-York et présente ses conclusions à une instance de l'Internationale d'ici 1998. L'essentiel, c'est que l'universalité de l'Internationale socialiste soit toujours prise en compte et que nos structures fonctionnent à la fois dans la concertation et l'efficacité.

L'essentiel, surtout, c'est de ne jamais oublier que l'IS sera forte, d'abord, de sa capacité à incarner un avenir meilleur, bref, à se montrer à la hauteur de l'espérance qu'elle a fait naître au XIX^{ème}, qu'elle a dignement incarnée au cours du XX^{ème} siècle qui s'achève et qu'elle continue de porter à l'aube du troisième millénaire.

(25) Congrès, Conseil et Présidium.

L'Internationale tient un Congrès, qui élit la direction, tous les trois ans. Dans l'intervalle, il est prévu deux réunions de Conseil par an. Celui-ci regroupe tous les partis membres, pendant deux jours, et a tous les pouvoirs de décision, sauf en ce qui concerne l'élection de la direction. Le Présidium se réunit à la veille de chaque Conseil, et chaque fois que nécessaire. Il comprend le Président, tous les Vice-présidents et le Secrétaire général. Il prépare les Conseils, et peut trancher certains problèmes délicats, où une consultation des Leaders est nécessaire.

L'Internationale socialiste est désormais la première organisation politique du monde, la seule à être implantée et forte sur tous les continents. Son existence témoigne d'une communauté de valeurs et de convictions de tous les sociaux-démocrates. Son développement montre combien le socialisme reste une idée neuve. Son utilité est reconnue : en quelques années, c'est à chaque fois sur l'IS que se sont appuyés les partis d'Europe de l'est pour renforcer leur légitimité démocratique, les responsables de l'Afrique du sud pour soutenir les forces modérées, les différents protagonistes du Moyen Orient pour engager le dialogue qui mène à la paix. Ces seuls exemples suffisent à fixer ce que doit être notre ambition : d'autant plus grande que les enjeux et les défis s'accroissent ; d'autant plus forte que nous sommes héritiers d'une histoire souvent glorieuse, qui a vu nombre des dirigeants de la social-démocratie payer leur combat du prix de leur vie, de l'exil ou de la prison, tous nos militants donner sans compter leur temps, leur passion et leur force de convictions, et combien de millions de femmes et d'hommes espèrent - et parfois obtiennent - un avenir meilleur. A nous de nous montrer dignes de cette histoire et de ce si noble combat qui a pour nom le socialisme.

LES PRÉSIDENTS DE L'INTERNATIONALE

DEPUIS SA RECONSTITUTION

À FRANCFORT EN 1951

1951-1957	Morgan Phillips	(Grande Bretagne)
1957-1963	Alsing Andersen	(Danemark)
1963-1964	Erich Ollenhauer	(Allemagne)
1964-1976	Bruno Pittermann	(Autriche)
1976-1992	Willy Brandt	(Allemagne)
1992-	Pierre Mauroy	(France)

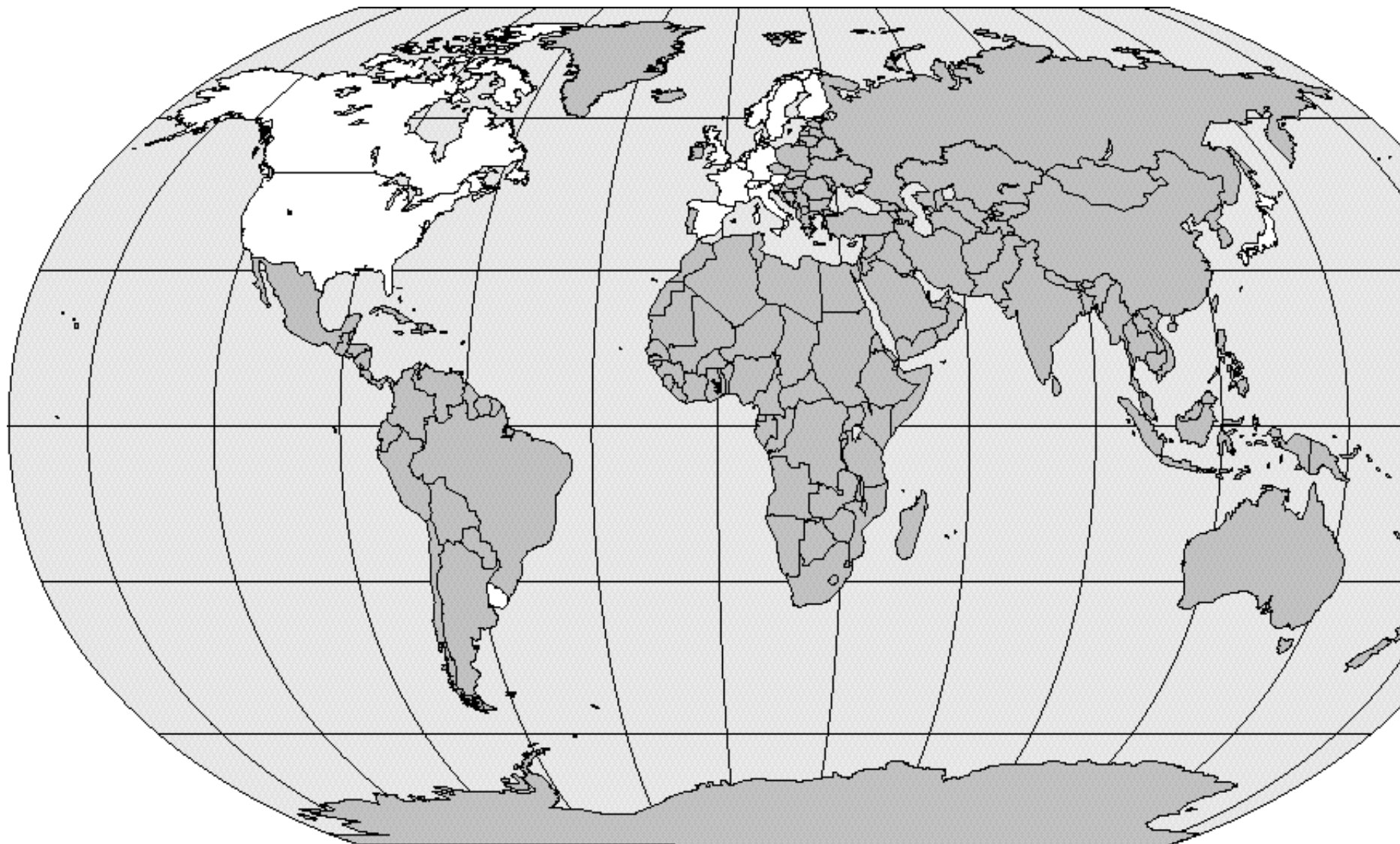
LES SECRÉTAIRES GÉNÉRAUX

DE L'IS DEPUIS 1951

1951-1956	Julius Braunthal	(Autriche)
1956-1957	Bjarne Braatoy	(Danemark)
1957-1969	Albert Carthy	(Grande-Bretagne)
1969-1976	Hans Janitschek	(Autriche)
1976-1983	Bernt Carlsson	(Suède)
1983-1989	Pentti Vaananen	(Finlande)
1989-	Luis Ayala	(Chili)

L'implantation de l'IS en 1951

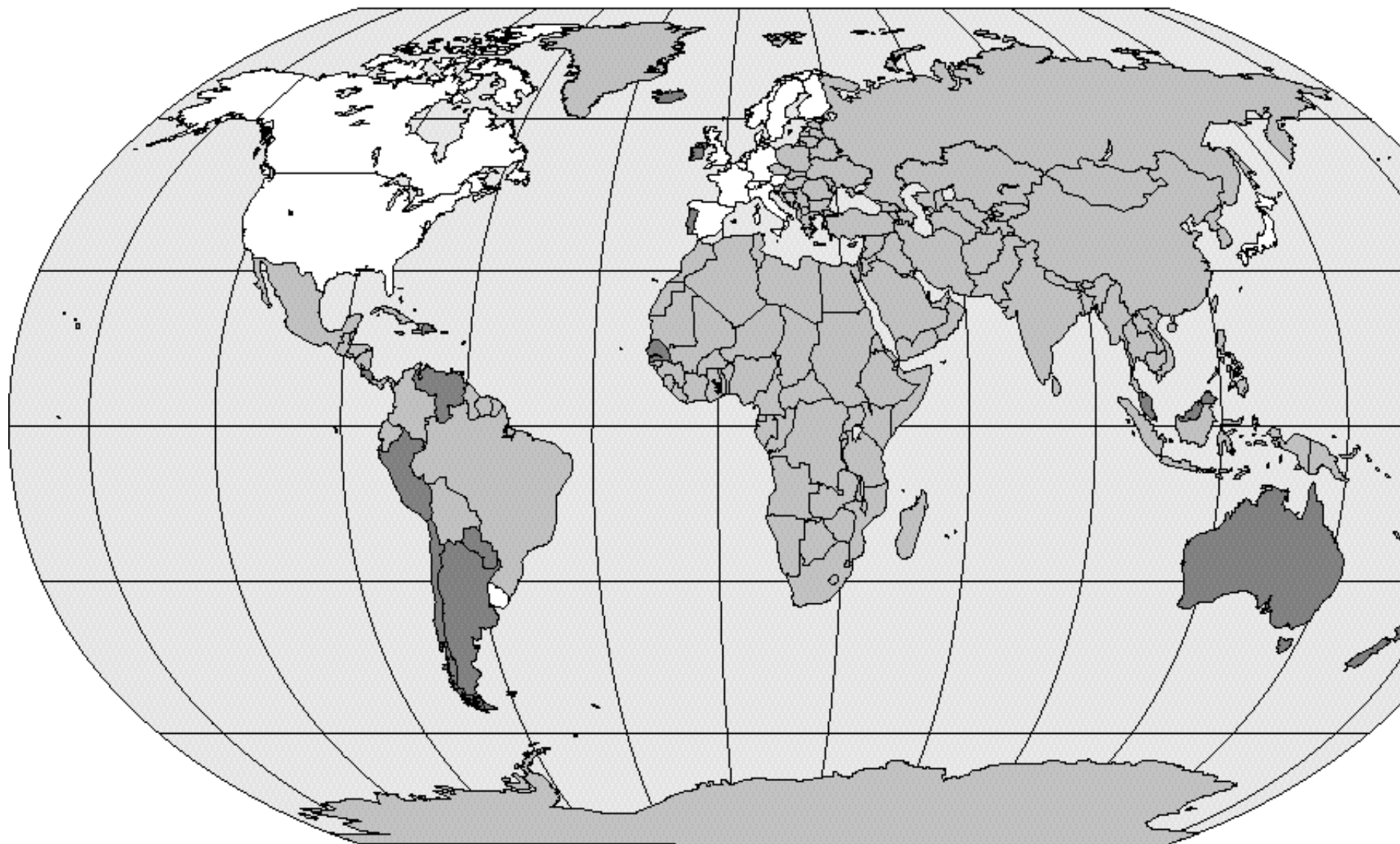
 Partis
membres de l'IS
en 1951



Le développement de l'IS en 1976

Partis
membres de l'IS
en 1951

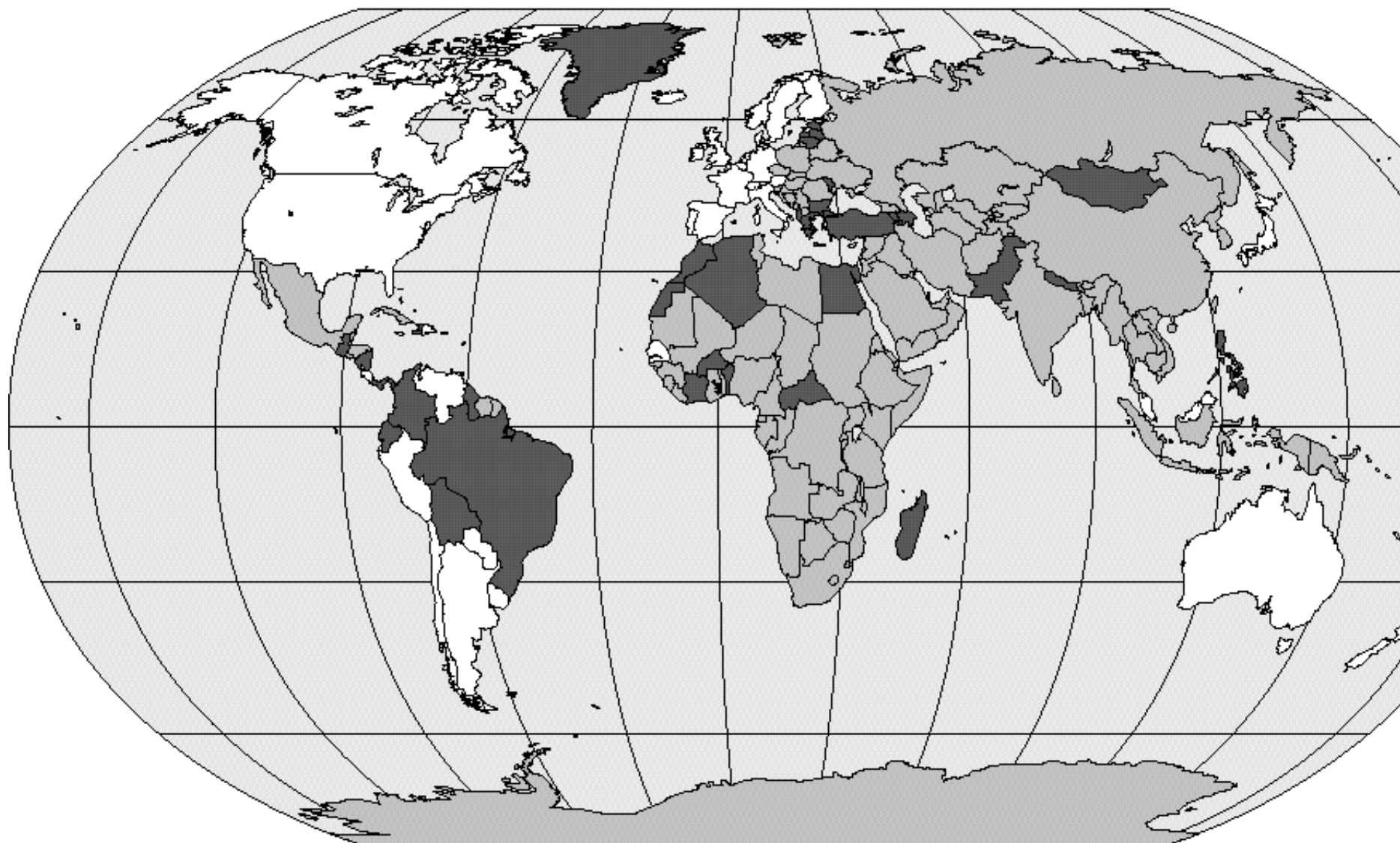
Partis
ayant adhéré
entre 1951 et 1976



Le développement de l'IS en 1992

☐ Partis
membres de l'IS
en 1976

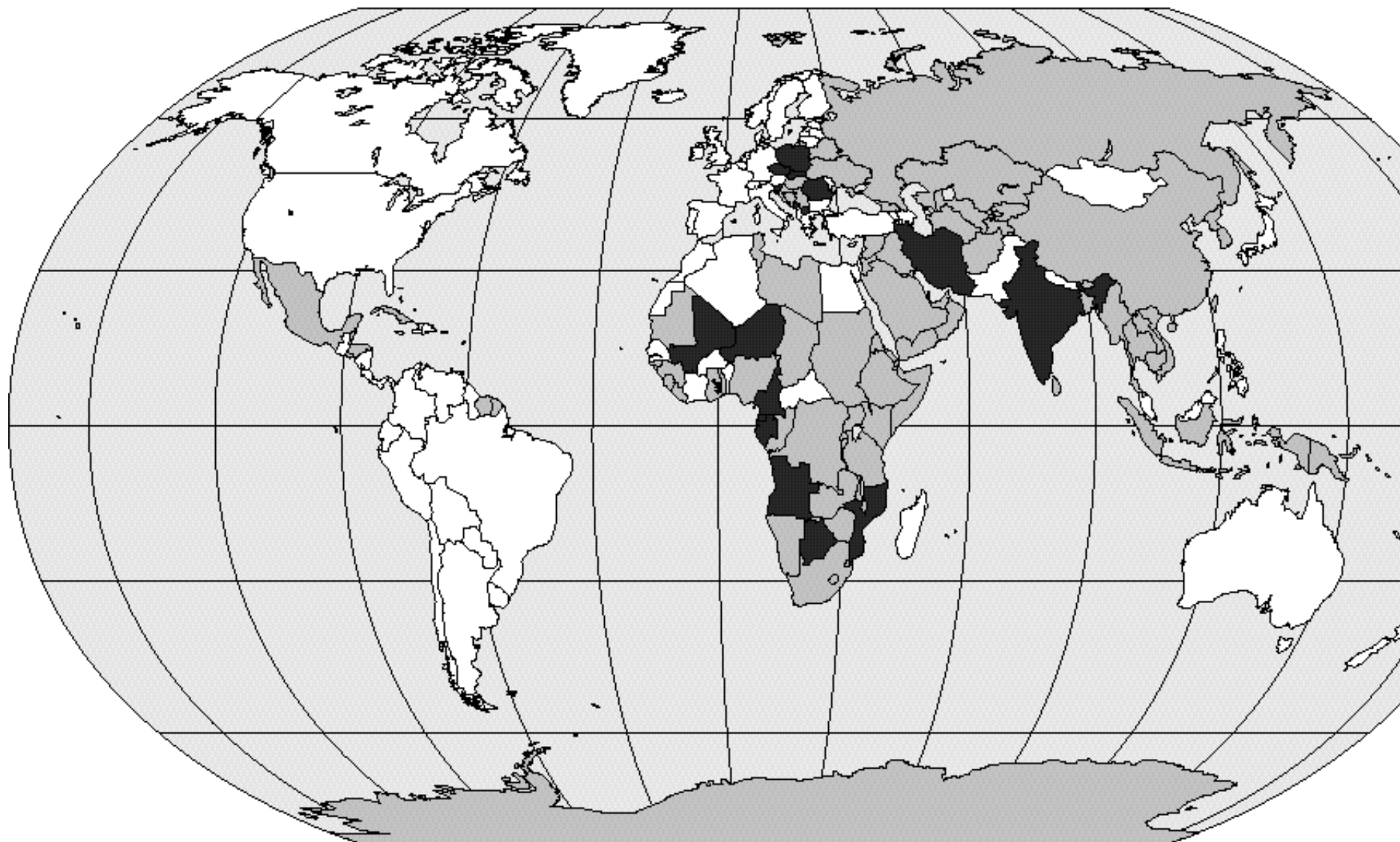
■ Partis
ayant adhéré
entre 1976 et 1992



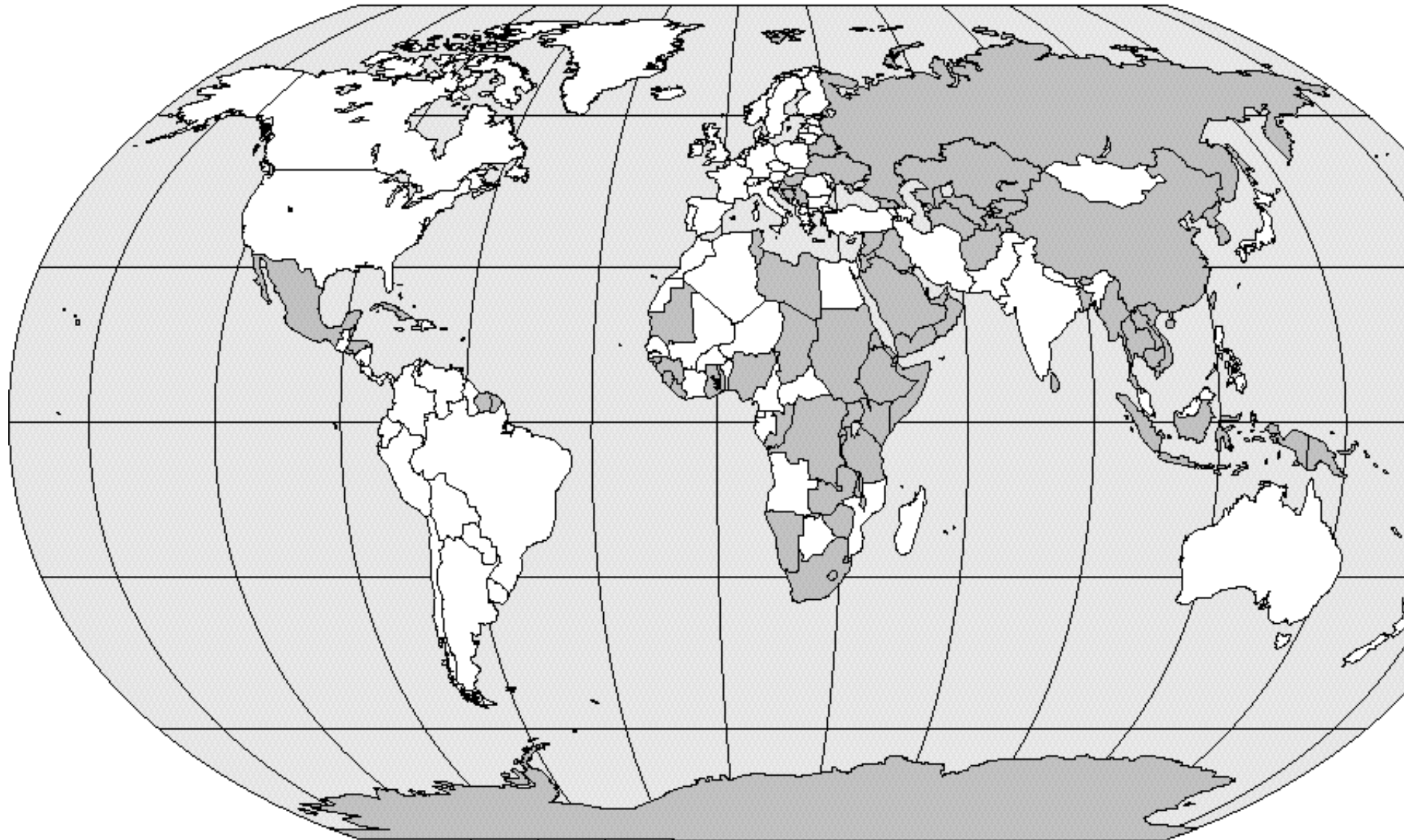
Le développement de l'IS en 1996

Partis membres de l'IS en 1992

Partis dont il est proposé l'adhésion en 1996



L'implantation de l'IS en 1996



Partis membres de l'IS en 1996

PAYS	PARTI	LEADER	STATUT ACTUEL	PROPOSITION du SIFAC pour examen au congrès de New-York.
Albanie	Parti Social-Démocrate d'Albanie	Skender Ginushi	consultatif	membre de plein droit
Algérie	Front des Forces Socialistes	Hocine Ait Ahmed	consultatif	membre de plein droit
Allemagne	Parti Social-Démocrate	Oskar Lafontaine	membre de plein droit	
Angola	MPLA			observateur
Argentine	Parti Socialiste Populaire	Ruben Giustiniani	membre de plein droit	
Argentine	UCR			observateur
Arménie	Parti Socialiste Arménie	Dachnaksoutioun		observateur
Aruba	MEP -Mouvement électoral du Peuple	Nelson O. Oduber	membre de plein droit	
Australie	ALP Parti Travailleiste Australien	Kim Beazley	membre de plein droit	
Autriche	SPÖ -Parti Social-Démocrate d'Autriche	Franz Vranitzky	membre de plein droit	
Azerbaïdjan	SDA			observateur
Barbade	BLP Parti Travailleiste de la Barbade	Owen Arthur	membre de plein droit	
Belgique	PS néerlandophone	Louis Tobback	membre de plein droit	
Belgique	PS francophone	Philippe Busquin	membre de plein droit	
Benin	AUDFP - Union démocratique des forces de progrès	Timothee Adanlin	observateur	
Benin	NMDPS -Mouvement pour la démocratie et le progrès social	Joseph Marcellin Degb	observateur	
Bolivie	MIR -Mouvement de la Gauche Révolutionnaire	Jaime Paz Zamora	membre de plein droit	
Bostwana	Front National du Botswana			observateur
Brésil	PDT - Parti Travailleiste Démocratique	Leonel Brizola	membre de plein droit	
Bulgarie	BSDP - Parti Social-Démocrate Bulgare	Petar Dertliev	membre de plein droit	
Burkina Faso	PDP - Parti pour la Démocratie et le Progrès	Joseph Ki-Zerbo	membre de plein droit	
Cameroun	SDF - Front Social-Démocrate			consultatif
Canada	NDP - Nouveau Parti Démocratique	Alexa McDonough	membre de plein droit	
Cap Vert	PAICV - Parti Africain de l'indépendance du Cap Vert	Pedro Pires	consultatif	membre de plein droit
Chili	PRSD - Parti Radical Social-Démocrate	Anselmo Sule Candia	membre de plein droit	
Chili	PPD - Parti pour la Démocratie	Jorge Schaulsohn Brodsky	consultatif	membre de plein droit
Chili	PS - Parti Socialiste	Camillo Escalona	consultatif	membre de plein droit
Chypre	EDEK - Parti Socialiste de Chypre	Vassos Lyssarides	membre de plein droit	
Colombie	PL - Parti Libéral	Luis Fernando Jaramillo	consultatif	
Colombie	DA - Alliance Démocratique - M-19	Carlos Franco Echavarri	observateur	
Costa Rica	PLN - Parti de Libération Nationale	Rolande Araya Monge	membre de plein droit	

PAYS	PARTI	LEADER	STATUT ACTUEL	PROPOSITION du SIFAC pour examen au congrès de New-York.
Côte d'Ivoire	FPI - Front Populaire Ivoirien	Laurent Gbagbo	consultatif	membre de plein droit
Curaçao N.A.	MAN - Mouvement pour la Nouvelle Antille	Don F. Martina	membre de plein droit	
Danemark	SDP - Parti Social-Démocrate	Poul Nyrup Rasmussen	membre de plein droit	
Egypte	NDP - Parti Démocratique National	Muhammad Hosni Mubarak	membre de plein droit	
El Salvador	PD -Parti Démocrate			observateur
Equateur	PID - Parti de la Gauche Démocratique	Jorge Gallardo	membre de plein droit	
Espagne	PSOE - Parti Socialiste Ouvrier Espagnol	Felipe Gonzalez	membre de plein droit	
Etats Unis	DSA - Socialistes Démocratiques d'Amérique	direction collégiale	membre de plein droit	
Etats Unis	SDUSA - Sociaux Démocrates d'USA	Don Slaiman	membre de plein droit	
Fidji	LP - Parti Travailleiste	Mahendra Pal Chaudhry	consultatif	
Finlande	SDP - Parti Social-Démocrate Finlandais	Paavo Lipponen	membre de plein droit	
France	PS - Parti Socialiste	Lionel Jospin	membre de plein droit	
Gabon	PGP - Parti Gabonais du Progrès.			consultatif
Grande-Bretagne	LP - Parti Travailleiste	Tony Blair	membre de plein droit	
Grece	PASOK - Mouvement Socialiste Panhellénique	Costas Simitis	membre de plein droit	
Groenland	SIUMUT	Lars Emil Johansen	consultatif	
Guatemala	PSD - Parti Social-Démocrate du Guatemala	Sergio Flores	membre de plein droit	
Guinée Equatoriale	CPDS - Convergence pour la démocratie et le socialisme			consultatif
Guyane	WPA - Alliance du Peuple Ouvrier	Eusi Kwayana et Rupert Roopnaraine	consultatif	
Haiti	PANPRA - Parti National Progressiste révolutionnaire haïtien	Serge Gilles	membre de plein droit	
Haiti	KONAKOM - Parti du Congrès national des mouvements démocratiques	Victor Benoit	consultatif	plein droit
Haiti	OPL			observateur
Hongrie	MSzDP - Parti Social-Démocrate	Laszlo Kapolyi	observateur	
Hongrie	MSzP - Parti Socialiste	Gyula Horn	observateur	plein droit
Ile Maurice	MLP - Parti Travailleiste	Navin Ramgoolam	membre de plein droit	
Ile Maurice	MMM - Mouvement Militant Mauricien			consultatif
Inde	Janata Dal			observateur
Iran	PDKI - Parti démocratique du Kurdistan d'Iran			observateur
Irlande	LP - Parti Travailleiste	Dick Spring	membre de plein droit	
Irlande du Nord	SDLP - Parti Social-démocrate et travailleiste	John Hume	membre de plein droit	
Islande	SDP - Parti Social-démocrate	Jon Baldvin Hannibalsson	membre de plein droit	
Israel	LP - Parti Travailleiste	Shimon Peres	membre de plein droit	

PAYS	PARTI	LEADER	STATUT ACTUEL	PROPOSITION du SIFAC pour examen au congrès de New-York.
Israel	MAPAM - Parti ouvrier unifié	Chanan Eres	membre de plein droit	
Italie	PDS - Parti Démocratique de la Gauche	Massimo D'Alema	membre de plein droit	
Italie	PSDI - Parti Social-Démocrate italien	Gianfranco Schietroma	membre de plein droit	
Italie	SI - Socialistes Italiens	Ottaviano Del Turco	membre de plein droit	
Jamaïque	PNP - Parti National du Peuple	Percival J.Patterson	membre de plein droit	
Japon	OSDP - Parti Social-Démocrate	Tomiichi Muryama	membre de plein droit	
Lettonie	LSDSP - Parti Ouvrier Social-Démocrate	Janis Dinevics	membre de plein droit	
Liban	PSP - Parti Socialiste Progressiste	Walid Joumblatt	membre de plein droit	
Lituanie	LSDP - Parti Social-démocrate	Aloyzas Sakalas	membre de plein droit	
Luxembourg	POSL - LSAP Parti Ouvrier Socialiste	Ben Fayot	membre de plein droit	
Macédoine	SDUM - Union Social-Démocrate de Macédoine			observateur
Madagascar	VONJI - Parti pour l'unité nationale	Jérôme Marojama Razanabahiny	consultatif	
Malaisie	DAP - Parti d'action démocratique	Lim Kit Siang	membre de plein droit	
Mali	CNID			observateur
Mali	ADEMA-PASJ			consultatif
Malte	MLP - Parti Travailleiste	Alfred Sant	membre de plein droit	
Maroc	FUSFP - Union socialiste des forces populaires	Abderrahmane Youssoufi	membre de plein droit	
Moldavie	SDPM -Parti Social-Démocrate de Moldavie			observateur
Mongolie	MSDP - Parti Social-Démocrate	Radnaasumberel Gonchigdorj	consultatif	membre de plein droit
Montenegro	SDPM -Parti Social-Démocrate du Monténégro			observateur
Mozambique	Frelimo			observateur
Népal	NCP - Parti du Congrès Népalais	Sushil Koirala	consultatif	
Nicaragua	FSLN -Front Sandiniste de Libération Nationale	Daniel Ortega Saavedra	observateur	membre de plein droit
Niger	PNDS			consultatif
Norvège	DNA - Parti Travailleiste Norvégien	Thorbjorn Jagland	membre de plein droit	
Nouvelle Zélande	NZLP- Parti Travailleiste	Helen Clark	membre de plein droit	
Pakistan	PPP - Parti du Peuple Pakistanais	Mohtarma Ben Azir Bhutto	consultatif	
Palestine	Fatah			observateur
Panama	PRD - Parti Révolutionnaire Démocratique			consultatif
Paraguay	PRF - Parti Révolutionnaire Fébrériste	Victor F. Sanchez-Villagra	membre de plein droit	
Pays-Bas	PvdA - Parti Travailleiste	Wim Kok	membre de plein droit	
Pérou	APRA	Luis Alva Castroa	consultatif	
Philippines	PDSP - Parti Social-démocrate	Norberto B. Gonzalez	consultatif	

PAYS	PARTI	LEADER	STATUT ACTUEL	PROPOSITION du SIFAC pour examen au congrès de New-York.
Pologne	UP - Union du Travail			observateur
Pologne	SDRP - Social-démocratie de la République de Pologne	Oleksi		observateur
Porto Rico	PIP - Parti indépendantiste portoricain	Ruben Berrios Martinez	membre de plein droit	
Portugal	PS - Parti Socialiste	Antonio Guterres	membre de plein droit	
République Centrafricaine	FPP - Front Patriotique pour le Progrès	Abel Goumba	observateur	
République Dominicaine	DPRD - Parti Révolutionnaire dominicain	Jose Francisco Pena Gomez		
République Dominicaine	DLP			consultatif
République Tchèque	CSSD - Parti Social-Démocrate	Milos Zeman	membre de plein droit	
Roumanie	Parti Social-Démocrate	Cunescu		consultatif
Roumanie	Parti Démocrate	Petre Roman		consultatif
Sainte Lucie	SLP - Parti Travailleiste	Julian R. Hunte	consultatif	
San Marin	PSS - Parti Socialiste	Marino Bollini	membre de plein droit	
Sénégal	PS - Parti Socialiste	Abdou Diouf	membre de plein droit	
Slovaquie	SDL - LUGAS			membre de plein droit
Slovaquie	SDSS - Parti Social-Démocrate	Jaroslav Volf	membre de plein droit	
Slovenie	SDSS - Parti Social-Démocrate	Janez Jansa	observateur	membre de plein droit
St. Kitts-Nevis	LP - Parti Travailleiste	Denzil L. Douglas	consultatif	
St. Vincent & The Grenadines	ULP - Parti Travailleiste d'Unité	Louis Straker	consultatif	
Suède	SAP - Parti Social-Démocrate	Göran Persson	membre de plein droit	
Suisse	PSS - Parti Socialiste	Peter Bodenmann	membre de plein droit	
Tunisie	RCD - Rassemblement Constitutionnel Démocratique	Zin El Abidine Ben Ali	membre de plein droit	
Tunisie	MUP - Mouvement d'Unité Populaire	Ahmed Ben Salah	consultatif	
Turquie	CHP - Parti Républicain du Peuple	Deniz Bayka	membre de plein droit	
Uruguay	PGP - Parti pour le Gouvernement du Peuple		consultatif	
Venezuela	AD - Action Démocratique -	Pedro Paris Montesinos	membre de plein droit	
Venezuela	MEP - Mouvement électoral du Peuple	Adelso Gonzalez Urdaneta	consultatif	

Sommaire

Première partie : 1992

Peut-on succéder à Willy Brandt ?	4
Berlin, le congrès des symboles	5
Là encore, héritiers de l'avenir	6

La Première Internationale

La Seconde Internationale

L'Internationale "deux et demie".

L'Internationale Ouvrière Socialiste

L'Internationale socialiste

Deuxième partie : 1992-1996

I - A QUOI SERT L'INTERNATIONALE SOCIALISTE ?	11
--	----

1) Défendre des valeurs	13
-------------------------	----

Pour la démocratie, pour la démocratie partout et pour tous.	13
Les débats tranchés par l'histoire.	
Les nouveaux enjeux.	

Pour le développement, pour le développement durable.	15
Un constat.	
Une stratégie.	
Des propositions.	

Pour la paix, pour une véritable paix	19
Les principes.	
Les institutions.	

Les objectifs.

2) Choisir les partis membres	22
-------------------------------	----

3) Produire des symboles.	23
---------------------------	----

II - COMMENT FONCTIONNE L'INTERNATIONALE SOCIALISTE ?	26
--	----

1) La relance des moyens traditionnels	26
--	----

Les Comités	27
--------------------	----

Les missions.	29
----------------------	----

Les rapports.	30
----------------------	----

Les prises de position.	30
--------------------------------	----

2) Les sept piliers de la rénovation	31
--------------------------------------	----

Le Forum pour la démocratie et la solidarité en Europe centrale et orientale.	31
--	----

Les tables rondes du Président.	32
--	----

Le comité des villes.	33
------------------------------	----

Les "casques bleus de la démocratie"	35
---	----

L'Internationale des jeunes socialistes.	35
---	----

La liaison avec les syndicats.	36
---------------------------------------	----

Les Nouvelles de l'Internationale socialiste.	36
--	----

Troisième partie : 1996-1999

1) Les acquis	37
---------------	----

2) Les défis.	39
---------------	----

Relancer le débat d'idées

Poursuivre l'expansion géographique

Adapter notre organisation

Annexe 1 :	43
Les présidents de l'Internationale Socialiste depuis sa reconstitution à Francfort en 1951 Les Secrétaires Généraux de l'IS depuis 1951	
Annexe 2 :	44
L'implantation de l'IS de 1951 à 1996	
Annexe 3 :	54
Les partis membres de l'IS en 1996	